

# RESA' mag

La revue de la coopération et de la solidarité internationale en Auvergne-Rhône-Alpes

## DOSSIER COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE



**PIERRE MICHELETTI**  
La constellation humanitaire  
face aux crises

**INFOGRAPHIE**  
Coopérer  
en contexte de crise

**DES REGARDS SUR  
LES CRISES**  
en Auvergne-Rhône-Alpes



**RESACOOP**  
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
COOPÉRATION INTERNATIONALE

Décembre 2024

# 102#

# SOMMAIRE



Coopérer en  
contexte de crise

Dossier  
P.10



Pierre Micheletti :  
La constellation  
humanitaire face  
aux crises

Entretien  
P.16



Coopérer en  
contexte de crise

Infographie

P.26



Auvergne-Rhône-  
Alpes  
Coopérer malgré  
les crises

P.28

## REVUE DU RÉSEAU N°102 - COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE

**Comité de rédaction** Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • **Contributeurs** Simoné Giovetti - Cités Unies France, Karib Horizons, Lianes Coopération, Boris Martin, Pierre Micheletti • **Contributeurs régionaux** Christophe de Contenson, Paschaly JD Cherry, Romain Ferrut, Véronique de Geoffroy, Valérie Léon, Thierry Liscia, Jeanne Taisson, Julián Velasquez, Pierre Verrier, Pascale Vincent • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Elaboration de la revue** Equipe de la CIRMA & RESACOOP (pour la partie régionale) • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau | Virginie Lajoie pour l'adaptation RESACOOP • **Visuel de couverture** unsplash.com / Guillaume Guetreau - Centraider • **Directeur de publication** Jocelyne Delarue, directrice • **Imprimeur** Pixartprinting • **ISSN** 1969-2579 • **Contact** Virginie Lajoie - information@resacoop.org • **RESACOOP** est un groupement d'intérêt public soutenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et l'Etat français • www.resacoop.org



P

## our une transformation de la Coopération Internationale face à l'augmentation des crises

Cette année 2024 risque encore une fois d'être une année de records inquiétants. Records de températures avec un mois de juin 12e « consécutif de dépassement de 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle », selon l'agence européenne Copernicus<sup>1</sup>. Il est probable dans ce contexte que la conclusion de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour l'année 2023 qui avait battu des records climatiques se confirmera en 2024 avec « des phénomènes météorologiques extrêmes [laissant] des traces de dévastation et de désespoir »<sup>2</sup> et jetant sur les routes un nombre toujours plus conséquent de déplacés et de réfugiés<sup>3</sup>. Vagues de chaleur meurtrières, ouragans, sécheresses, inondations, mégafeux, plus aucune région du monde n'est à l'abri des conséquences violentes du changement climatique avec une injustice flagrante : ce sont les pays les moins émetteurs qui sont le plus touchés par les impacts du changement climatique.

Dans ce contexte, le système international de l'aide arrive à ses limites. Les financements qui ont crûs pendant des décennies n'arrivent plus à suivre le rythme de l'augmentation des besoins. En 2023, seul un peu plus du tiers des 57 milliards de dollars nécessaires ont été couverts « Il s'agit du pire déficit de financement depuis des années. » selon Martin Griffiths<sup>4</sup>. Le système de financement de l'aide humanitaire est ainsi questionné par Pierre Micheletti qui appelle à une refonte majeure des mécanismes de solidarités entre États.

Sur un autre registre, des voix commencent à s'élever pour questionner certaines modalités de la coopération internationale, qui porte en elle l'héritage du passé colonial : des



inégalités de pouvoirs persistantes, une reconnaissance lente et un soutien faible aux acteurs locaux, des procédures de financement si complexes qu'elles deviennent excluantes, etc.; les éléments sont nombreux qui appellent à une refonte du système de l'aide<sup>5</sup>.

Dans ce contexte, il est urgent de repenser ensemble, avec les parties prenantes de la coopération internationale du Nord et du Sud, ce que pourrait être un modèle de développement respectueux des limites planétaires, et une coopération internationale plus horizontale, basée sur la réciprocité des échanges et des apprentissages, qui privilégie le renforcement de la résilience des territoires. Dans ce cadre, la coopération de territoire à territoire telle que portée par la coopération décentralisée est un espace d'innovation singulier et prometteur (Simone Giovetti - CUF).

**Véronique de GEOFFROY**

Directrice générale du Groupe URD

<sup>1</sup> Crise climatique : le mois de juin 2024 a été le plus chaud jamais enregistré au niveau mondial, 13e record mensuel consécutif (francetvinfo.fr)

<sup>2</sup> 2023 shatters climate records, with major impacts (wmo.int)

<sup>3</sup> Ainsi le HCR dénombrait 117,3 millions de personnes déplacées de force dans le monde à la fin de 2023 en raison de persécutions, de conflits, de violences, de violations des droits de l'homme ou d'événements troublant gravement l'ordre public, dont 37,6 millions sont réfugiées et 6,9 millions sont demandeuses d'asile.

<sup>4</sup> Global Humanitarian Overview 2024 | Humanitarian Action

<sup>5</sup> Voir dans ce contexte UAH 2024 : quels chemins vers une aide décolonisée ? - Groupe URD

DOSSIER

# COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE

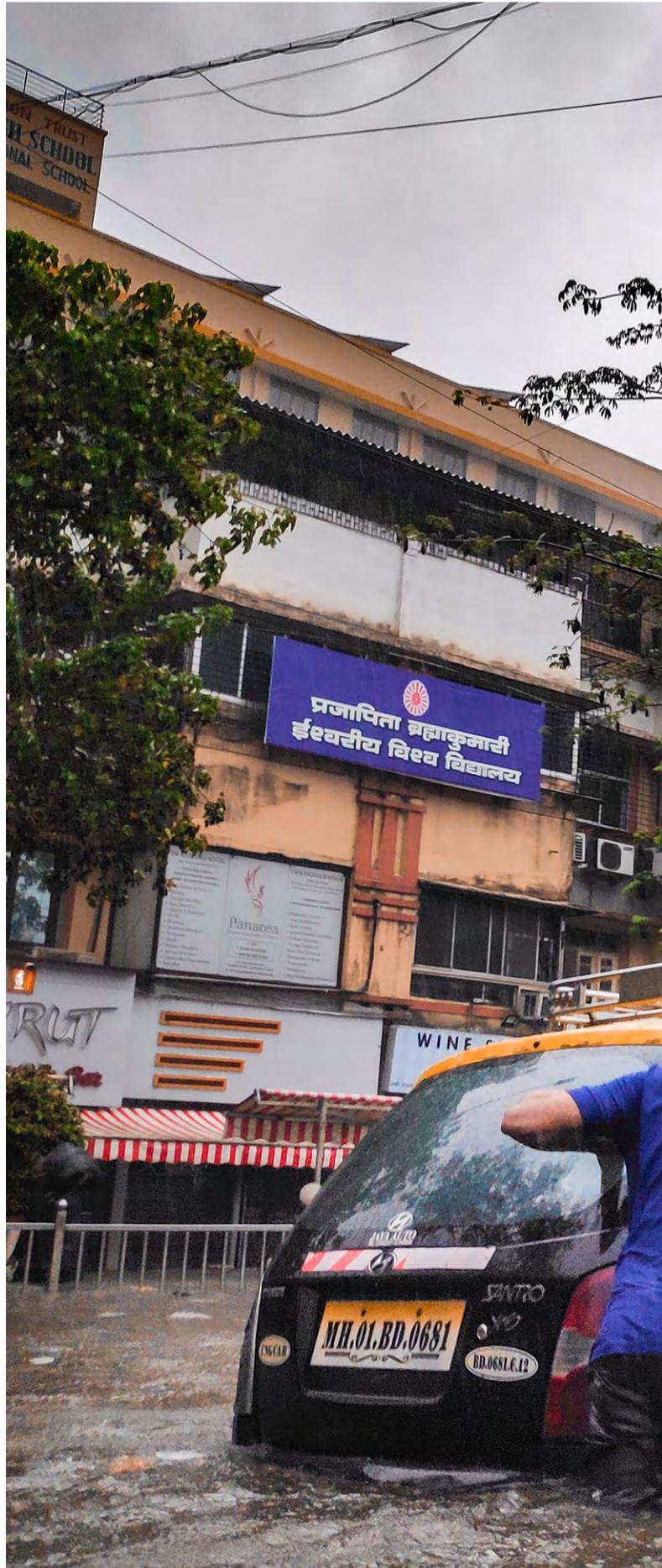


Photo : Saikiran Kesari / Unsplash





Photo :  
Sanjoy Saha / Unsplash

# LES RELATIONS ENTRE MÉDIAS ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**Boris Martin**  
> Alternatives Humanitaires

Boris Martin est rédacteur en chef de la revue Alternatives Humanitaires depuis 2016 après avoir travaillé durant une quinzaine d'années à Médecins du Monde. Il est également éditeur-rewriter indépendant et auteur. Il a écrit plusieurs ouvrages consacrés à l'action humanitaire dont Critique de la raison humanitaire et L'Adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale. Il est également l'auteur de récits comme C'est de Chine que je t'écris..., Chronique d'un monde disparu ou encore L'Iconoclaste, et d'une fiction : Hong Kong, un parfum d'éternité.



## Quelles sont les valeurs défendues par votre revue Alternatives Humanitaires ?

Nous ne sommes pas à proprement parler une ONG humanitaire, mais c'est le cas de la plupart des partenaires qui nous soutiennent, donc nous portons évidemment toutes les valeurs qui fédèrent notre secteur, au premier rang desquelles l'engagement citoyen et l'indépendance. Nous venons de là, je dirais, de cet humanitaire français qui s'est longtemps incarné dans la fameuse formule des « French doctors » ou celle des « sans frontières », mais qui va bien au-delà aujourd'hui évidemment. Et c'est d'ailleurs une des valeurs défendues par notre revue que de dialoguer avec les autres manières de faire, de voir et de penser l'humanitaire – la solidarité internationale, disons.

Cela se décline dans d'autres valeurs, qui sont aussi reflétées dans notre ligne éditoriale : créer un espace de dialogue entre les praticiens et les chercheurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud, le tout en français et en anglais puisque notre revue est bilingue. Notre objectif est de favoriser la réflexion du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution.

## Quel est votre point de vue sur le traitement médiatique de la solidarité internationale en France et dans le monde ?

C'est sans aucun doute une préoccupation permanente de la plupart des médias français, parce que le mouvement associatif est fort et qu'il a la capacité de se projeter sur des terrains de conflits ou de catastrophes



## **Reste que ce traitement est trop souvent soumis au diktat de l'émotion et qu'il va insuffisamment en profondeur.**

naturelles. Reste que ce traitement est trop souvent soumis au diktat de l'émotion et qu'il va insuffisamment en profondeur. Dès qu'il y a une catastrophe ou un conflit violent, on en parle pendant 3 jours, 1 semaine ou 1 mois et puis cela disparaît de nos journaux, des écrans de télé. On nous explique qu'il y a eu un glissement de terrain, 300 morts, et puis on oublie. On nous dit qu'il y a eu une lutte acharnée entre des chefs de guerre, 10 000 morts, et cela disparaît. En somme, on assiste à des réactions « modernes », brèves et temporaires, sur des ressorts anciens, ceux de la compassion. Mais c'est aussi trop souvent une manière de vanter la solidarité du Nord, en oubliant bien vite les souffrances du Sud, si tant est que l'on puisse se satisfaire de ces deux qualificatifs réducteurs : Nord et Sud, cela ne veut plus dire grand-chose. Personnellement, je préfère de loin les formules de « monde majoritaire » et de « monde minoritaire » : nous sommes minoritaires à vivre dans un monde relativement démocratique, aisé et stable alors que la majorité des habitants de cette planète vit dans des pays pauvres, sous des régimes autoritaires, et soumis à des convulsions souvent meurtrières. Les « crises humanitaires » sont souvent abordées de manière caricaturale, furtive presque, alors qu'il faudrait y accorder du temps pour expliquer les tenants et les aboutissants. Si le glissement de terrain a eu lieu, c'est bien souvent parce qu'il y a un mépris total des règles d'urbanisme alors que les pauvres, comme par hasard, habitent là. S'il y a une lutte entre « chefs de guerre » cela va peut-être au-delà, avec un régime qui a laissé se développer une pauvreté endémique et des mouvements de rébellion. Et puis il faut prendre le temps d'expliquer la difficulté qu'ont les ONG internationales à intervenir, parce que le pays concerné ne souhaite pas voir arriver des sauveteurs étrangers et être perçu comme incapable d'aider sa population, par exemple.

Parfois même, les ONG sont quasiment inutiles parce que le pays en question a les infrastructures pour prendre en charge la catastrophe, quelle qu'elle soit. On oublie trop souvent que c'est la solidarité locale, celle des habitants et des associations du pays qui fait le plus gros du travail.

Notre revue, tout comme celle dont j'ai été responsable à Médecins du Monde, est aussi née de ce constat : on ne peut pas se contenter de « relater » les catastrophes naturelles ou humaines, il faut expliquer comment et pourquoi elles sont survenues, les conditions d'intervention des ONG et les questions qu'elles se posent en permanence, bien souvent à mille lieues des commentaires rapides des médias traditionnels. Il faut savoir prendre le temps de rentrer dans la complexité de contextes et d'une action humanitaire qui, aujourd'hui, doit composer avec cette complexité.

## **Quel est votre avis sur le traitement médiatique du conflit en Ukraine et de ses répercussions internationales ?**

Il me semble que les rédactions des médias traditionnels font un travail le plus sérieux possible s'agissant d'un conflit sur lequel plane toujours, il faut quand même le dire, le spectre d'un conflit généralisé, la troisième guerre mondiale pour le dire simplement, voire d'une menace nucléaire. Les médias, tout comme les politiques – les premiers peut-être poussés par ces derniers – ont bien pris la mesure de la possible déflagration qui pouvait advenir. Je crois que tout le monde en est conscient et, en dehors de médias sensationnalistes qui parlent de la guerre en Ukraine comme d'un jeu vidéo ou d'un RDV quotidien pour entretenir la peur du chaland, j'ai l'impression qu'un certain esprit de responsabilité demeure.

Reste qu'il y a deux sujets sur lesquels on peut et on doit revenir. D'abord, la question des réfugiés ou, pour être plus précis, des gens qui ont fui leur pays, en l'occurrence l'Ukraine. Si on est normalement constitué, on ne peut pas ne pas être choqué par la différence de traitement à laquelle on a assisté entre l'aide et l'accueil fournis, et à juste titre, aux personnes fuyant l'Ukraine, et ce que l'on a refusé en grande partie aux Syriens, Afghans, Somaliens et autres, traversant les Balkans puis la Méditerranée depuis au moins 2015. Comment est-il possible de démontrer de façon aussi implacable que l'on préfère, et de loin, voir arriver dans nos pays du Nord des gens blonds aux yeux bleus – pour caricaturer – plutôt que des personnes aux cheveux noirs, au teint mat et peut-être, je dis bien « peut-être », musulmans ?! Le second point tient aussi au traitement médiatique des « crises ». La guerre en Ukraine génère une telle focalisation médiatique et financière que l'on en oublie presque que le monde continue de tourner, et plutôt de mal tourner. Qu'en est-il des

guerres au Soudan, au Yémen, de l'Afghanistan, de la Birmanie, des famines dans la Corne de l'Afrique ou de la crise économique et migratoire en Amérique centrale ? Non seulement les médias ont tendance à les traiter très rapidement, comme des faits divers, mais les bailleurs internationaux sont tellement focalisés sur l'Ukraine que les ONG peinent à faire financer leurs programmes ailleurs dans le monde. C'est un vrai problème. Les souffrances humaines sont multiples et on ne peut pas en délaissé certaines au profit d'autres, sous prétexte que le Journal de 20h nous dit pour laquelle on doit se mobiliser.

## **Peut-on « lutter » contre la culture du sensationnel ?**

Je ne vous surprendrai pas en vous répondant que c'est compliqué ! Mais c'est possible. D'abord, parce que les citoyens sont nombreux à ne pas se contenter de cette culture du sensationnel. Avec le développement des outils modernes de communication, les personnes ont aussi appris à s'en méfier. C'est parfois au prix d'un désintérêt – « je n'écoute plus les infos » ; « j'ai arrêté Facebook » – ou au contraire d'une soif d'aller vers d'autres sources. C'est tout le pari d'une revue comme la nôtre que de délaissé le sensationnel pour expliquer la complexité des phénomènes. Certes, nous sommes « spécialisés » sur l'humanitaire, mais l'humanitaire est aussi une manière de raconter l'état du monde, avec ses drames, mais aussi avec ses espoirs, ses aspects optimistes, ses individualités qui se battent et qui font réseau.

## **Où en en sont les associations de solidarités internationales dans leurs pratiques communicationnelles ?**

Elles ont beaucoup évolué et je peux témoigner qu'elles s'interrogent beaucoup sur leurs pratiques, qu'elles ne sont pas les dernières à critiquer. Mais les évidences « statistiques » sont tenaces. En tout cas, on feint manifestement de croire qu'elles le sont : les conseillers en communication disent que les donateurs sont plutôt âgés, conservateurs, qu'ils sont sensibles aux images de femmes et d'enfants en souffrance, etc. Résultat, des ONG vont avoir tendance à suivre leurs préconisations et à produire une communication avec des femmes, des enfants, des couleurs chatoyantes, des regards perdus dans le vague, un geste de solidarité du sauveteur blanc, etc. Mais tout

cela est en train de changer, même si ce n'est pas facile d'expliquer que l'on tourne le dos aux clichés, que l'on va prendre le temps d'expliquer les contextes, que les « sauveteurs » peuvent être européens, mais aussi africains, chinois ou indiens.

---

## **Comment les médias peuvent-ils s'assurer d'une couverture éthique et responsable des questions de solidarité internationale ?**

Tout d'abord, peut-être, en se rapprochant des ONG de solidarité internationale et en prenant le temps de comprendre, et de répercuter, les conditions de leurs actions. Ce n'est pas seulement en faisant le portrait d'un médecin ou d'une infirmière au milieu des enfants d'un village nigérien que l'on peut comprendre la situation dans le Bassin du Lac Tchad. Il faut prendre la mesure du contexte politique et historique, interroger les personnes habitant sur place, y associer un chercheur.

Encore faut-il que les rédactions acceptent de financer le reportage d'un ou d'une journaliste sur place. Car ce que l'on a observé ces dernières années, bien avant la Covid-19, c'est que les journalistes ou les photographes n'arrivaient plus à « vendre » leurs sujets de solidarité internationale dans les rédactions. C'est ce qui explique d'ailleurs que beaucoup de photographes, par exemple, ont fait des « piges » pour des ONG davantage que pour des journaux.

Et puis, s'il est trop coûteux d'envoyer un reporter – que ce soit en billet d'avion ou en bilan carbone, ce qui serait aussi une très bonne raison – il faut aussi penser aux journalistes et aux photographes des pays qui peuvent faire le même travail en apportant leur connaissance du contexte tout en vivant aussi de leur travail...

---

## **Quel est l'impact des réseaux sociaux sur la diffusion de l'information liée à la solidarité internationale ?**

Les réseaux sociaux ont incontestablement favorisé la vitesse de diffusion et l'efficacité, au moins à court terme, de l'information voire des actions de solidarité internationale. Des « influenceurs » ont même réussi à mobiliser des stars et à lever des fonds incroyables pour des causes à l'autre bout du monde. Qu'en reste-t-il ? Bien souvent rien, j'en ai peur. Car la solidarité internationale – il en va de même de la solidarité dans nos pays – s'inscrit non seulement dans le long terme, mais requiert aussi des compétences et des réseaux, ce dont sont souvent dépourvues ces actions « modernes » qui ne sont qu'une déclinaison des œuvres de charité d'antan. À la seule différence que l'on atterrit en jet, que l'on distribue de l'argent et que l'on repart tout auréolé d'une action de bienfaisance qui n'aura aucune pérennité.

C'est aussi tout le risque induit des outils modernes de mobilisation, ce que l'on a appelé le « clic humanitaire » : je me promène sur internet ou je suis une « personnalité », on m'interpelle et d'un clic, je verse quelques euros. Je suis persuadé d'avoir fait une bonne action, et je passe à autre chose.



Photo :  
Robert Linder / Unsplash

Les réseaux sociaux sont loin d'être négatifs. Car à côté de cela, de nombreuses initiatives « transversales » essaient de mobiliser les citoyens en faisant passer une information construite, qualitative, solide. Ce ne sont peut-être pas celles dont on parle le plus, malheureusement.

---

## **Quels sont les exemples de succès où les médias ont joué un rôle clé ?**

Spontanément, je pense au tsunami fin 2004 quand un tremblement de terre sous-marin a provoqué une vague ravageant les côtes de plusieurs pays du Sud-Est asiatique, faisant des centaines de milliers de morts. Il a eu lieu un 26 décembre, alors que dans une grande partie du monde, on fêtait la fin d'année, Noël, etc. Ces circonstances de temps et d'un événement terrifiant ont généré une mobilisation sans précédent, je pense, si bien que les médias – notamment en France – se sont improvisés collecteurs de dons, déversant par la suite des sommes faramineuses sur les pays touchés.

---

## **Au contraire, quelles sont les limites ?**

Les limites se sont rapidement fait ressentir. L'élan de générosité était disproportionné par rapport aux besoins et même aux capacités des ONG. Médecins Sans Frontières-France a même dû demander à ses donateurs d'arrêter d'envoyer de l'argent car elle savait ne pas être en mesure de mener les actions à la mesure de tous ces fonds. Cela n'a pas manqué de froisser certaines de ses consœurs, lesquelles avaient besoin d'argent pour mener leurs propres actions. Mais la déclaration de MSF



# ALTERNATIVES HUMANITAIRES

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) consacrée à l'action humanitaire. La création de la revue répond aux ambitions d'encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution ; d'établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheurs en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticiens de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté ; de faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humani-

taires puisant leurs racines dans le courant « sans frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets ; enfin de favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheurs et praticiens des pays du Nord et du Sud.

La revue Alternatives Humanitaires se caractérise par la publication trois fois par an de contributions originales, validées par un comité de rédaction indépendant. Chaque numéro est construit autour d'un dossier « Focus » accompagné des rubriques suivantes : Perspectives, éthique, Transitions, Innovations, Reportage et Culture.

[www.alternatives-humanitaires.com](http://www.alternatives-humanitaires.com)

avait provoqué une sorte de démobilitation des donateurs qui hésitaient à envoyer leur argent à d'autres ONG.

C'est un exemple ancien maintenant, paroxystique, mais qui a marqué une étape dans la gestion des crises majeures dans l'humanitaire.

### **Crise financière, crise climatique, crise sanitaire... Pourquoi ne parle-t-on pas plus des ODD qui peuvent être des objectifs mesurables ?**

Je me permettrai d'abord de réagir à la notion de « crise ». Vous parlez de « crise financière, de crise climatique, de crise sanitaire », mais c'est comme si, à chaque fois, une crise venait perturber le système financier, le climat ou les établissements sanitaires, comme s'il s'agissait d'une rupture brutale dans un fonctionnement normal. Le problème, c'est que ces « crises » sont le résultat normal, souvent annoncé par des chercheurs bien des années avant, sanctionnant des dysfonctionnements affectant aussi bien la finance que le climat ou les systèmes de santé.

C'est la même chose pour les « crises humanitaires » : les crises sont souvent en germe depuis longtemps, les ONG ont beau alerter, elles ne sont pas entendues. Ce n'est que lorsque la « catastrophe » arrive, celle qui attire les médias, que l'on parle de crise humanitaire. Malheureusement, on ne peut alors que déplorer les victimes.

La notion de « crise » est terrible en ce qu'elle a un effet simplificateur, la « rupture brutale

» dont je parlais et qui ébranle les opinions, mobilise les médias, débloque les fonds. C'est peut-être pour cela que l'on ne parle pas des ODD. Qui, parmi vos lecteurs, sait qu'il s'agit des Objectifs de développement durable, qu'ils sont au nombre de 17, qu'ils datent de 2015 et qu'ils sont censés être réalisés en 2030 ? C'est un peu la même chose que pour le changement climatique : cela fait des années, sinon quelques décennies maintenant, que l'on annonce un changement irréversible du climat...

### **Information/Communication : quelles sont les différences ?**

Si je devais simplifier, l'information est brute :

c'est un fait que l'on porte à la connaissance du public. La communication a quelque chose à vendre : un produit, une idée, et même une personne parfois, en tout cas une « personnalité ». Pour cela, la communication travestit la réalité : le produit est forcément incroyable, l'idée révolutionnaire et la personnalité admirable. La communication a une part d'exagération, parfois même de mensonge. Mais la différence avec « l'information » n'est pas aussi évidente : l'information n'est pas forcément la vérité, elle est forcément construite. Songez à la Pravda, le journal officiel du Parti communiste soviétique. Pravda signifie « vérité » en russe, mais les informations diffusées par ce journal étaient évidemment construites, voire tronquées et falsifiées.

### **Médias/solidarité internationale : vers quoi se dirige-t-on ?**

Je ne me hasarderai pas à prédire l'avenir ! En revanche, je pense que les médias doivent prendre plus que jamais les organisations de solidarité internationale au sérieux, s'en rapprocher pour toucher du doigt des réalités qui ne peuvent que les intéresser, tout en gardant évidemment la distance critique qui doit rester la leur. Les journaux, les journalistes, les photographes ont été des compagnons de route de l'humanitaire dès le Biafra, en 1968. Cela s'est poursuivi dans les années 1970 et 1980, quand les grandes associations humanitaires françaises se sont constituées. C'étaient des journalistes qui partaient sur le terrain avec elles, pour témoigner de ce qu'elles faisaient et des souffrances des populations qu'elles assistaient. L'expression « French doctors » vient d'ailleurs, paraît-il, de journalistes anglophones qui croisaient ces médecins français dans les montagnes d'Afghanistan. Il y a un compagnonnage de longue date entre les médias et les ONG de solidarité internationale. Et s'il s'est tari ces dernières années, les uns et les autres gagneraient à renouer les liens, ne serait-ce que parce qu'ONG comme médias sont soumis à la même menace : l'emprise croissante d'un système néolibéral qui n'a qu'une ambition, à savoir faire des premières le paravent des dégâts qu'il cause, et des seconds son porte-voix aseptisé.



ENTRETIEN

# PIERRE MICHELETTI

## LA CONSTELLATION HUMANITAIRE FACE AUX CRISES

Photo :  
Max Bender /  
Unsplash

Pierre Micheletti est un médecin, universitaire, et écrivain français. Spécialiste des questions humanitaires internationales, il travaille depuis près de trente ans dans l'humanitaire (Médecins du Monde, Action contre la faim) et a publié de nombreux ouvrages consacrés à ces sujets. Il est actuellement Président d'Action Contre la Faim.



**Vous parlez dans votre livre « 0,03% », que la guerre et l'humanitaire ont le même ADN, Pouvez-vous nous en dire plus ?**

Au milieu du XIXe siècle, Henry Dunant, un homme d'affaire suisse se retrouve, un peu par hasard, à assister à une bataille entre les armées française, autrichienne et italienne à Solferino. Ayant des convictions religieuses et humanistes, et devant ce carnage, il s'est dit que, malgré les logiques militaires de l'affrontement et du rapport de force que l'on retrouve sur un champ de bataille, l'on se doit aussi de traiter les blessés avec humanité. Comme ils sont neutralisés, ils ne sont plus des belligérants. Il défendait l'idée que des

lois sont au-dessus des gouvernements et s'imposent pour humaniser la guerre. C'est la naissance d'un des premiers principes du droit international humanitaire qui est d'agir au principe d'une commune humanité auprès de populations peu importe leurs religions, leurs cultures ou leurs nationalités.

A la solidarité internationale, vieille comme le monde, présente notamment grâce à un substrat religieux, car toutes les religions sont porteuses de ces logiques, s'ajoute ainsi l'action dite humanitaire qu'on définit volontiers, au départ et dans sa version moderne, comme une volonté d'humaniser la guerre.

Le droit international humanitaire (DIH) se construit ensuite au fil des crises et des conflits par cercle concentrique : Le premier étant les prisonniers de guerre, puis les naufragés puis ensuite les populations civiles prises dans la tourmente de la guerre. En caricaturant un peu, l'on va passer au cours du XIXe siècle d'un droit qui concernait surtout les belligérants, les troupes, à un droit qui concernera plus les populations civiles.

Aujourd'hui, la conflictualité a évolué notamment avec les groupes terroristes, comme Daesh par exemple, qui ne sont plus des acteurs clairement identifiables puisqu'ils s'immiscent dans les populations locales ou encore l'utilisation de nouvelles armes qui touchent à la fois les armées et les populations civiles. Les

Photo :  
Mat Napo / Unsplash

batailles ne s'arrêtent plus à des frontières, le droit international humanitaire continue d'évoluer et fait face ainsi à d'autres problématiques qu'il faut suivre.

### **Vous évoquez différents types de structures humanitaires qui agissent dans le monde, lors d'une crise ou d'un conflit. Quels sont - ils ?**

Par ordre « historique » il y a d'abord le CICR et son regroupement. Le mouvement de la Croix-Rouge agit depuis le mi-

lieu du XIXe siècle avant d'être rejoint au début du XXe siècle par les associations de solidarité internationale, rebaptisées dans les années 90 par le sigle ONG. Il y aura un essor particulier aussi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour ce type d'acteurs et ils seront rejoints par la nouvelle Organisation des Nations unies. On pourrait rajouter une autre famille que sont les coopérations entre États.

Il existe d'ailleurs 5 éléments constitutifs pour une ONG :



”

***Aujourd'hui, la conflictualité a évolué notamment avec les groupes terroristes, comme Daesh par exemple [...]. Les batailles ne s'arrêtent plus à des frontières, le droit international humanitaire continue d'évoluer et fait face ainsi à d'autres problématiques qu'il faut suivre.***

- La notion d'organisation de citoyens qui développe des actions et des projets au bénéfice d'autrui et non au profit des seuls membres adhérents
- Une forme juridique particulière, exprimée le plus souvent à travers les termes d'association ou d'organisme non lucratif, en adéquation avec les droits nationaux
- Un rapport particulier aux puissances publiques et privées et ce, au niveau national comme international, avec comme visée la constitution d'un espace autonome de décisions, ce qui n'exclut pas certains liens
- Le caractère transnational de son activité, par les actions développées ou par les alliances tissées dans d'autres pays que le siège de l'ONG.

En allant plus loin et pour reprendre la classification de la sociologue Édith Archambault, il existe ensuite plusieurs grands modèles d'ONG. En effet, les ONG internationales sont animées par différentes cultures politiques en fonction de leurs pays d'origine et entretiennent ainsi des rapports différents avec leur gouvernement.

Il existe donc un modèle anglo-saxon, un modèle méditerranéen et un modèle scandinave. Bien sûr, toutes les ONG d'un pays n'arborent pas forcément la même manière de penser, d'où le fait de les appeler « grands modèles ».

Par exemple en France, c'est plutôt un modèle dit méditerranéen. Dans notre pays, il existe une culture de la confrontation, au sens politique bien entendu,



Photo :  
Mat Napo /  
Unsplash

”

***Dans notre pays, il existe une culture de la confrontation, au sens politique bien entendu, avec le gouvernement. C'est un processus d'interpellation du gouvernement pour faire bouger les lignes et non juste du conflit pour du conflit. Nous sommes dans de la co-construction politique.***

avec le gouvernement. C'est un processus d'interpellation du gouvernement pour faire bouger les lignes et non juste du conflit pour du conflit. Nous sommes dans de la co-construction politique. De grandes ONG françaises dénoncent par exemple le fait que la France ne remplit pas les objectifs de 0,7% du PIB pour l'aide publique au développement et interpelle ainsi le gouvernement.

Autre exemple, étant ancien Président de Médecins du Monde, nous avons constaté les méfaits de la toxicomanie dans les squats. Nous avons interpellé le gouvernement pour faire évoluer sa politique en termes de réduction des risques sanitaires avec comme solution la légalisation de la vente de seringue stérile.

Le délit de solidarité illustre bien la sociologie politique que nous rencontrons et la culture politique des ONG française. Il y a certaines associations qui, dans leur ADN, n'ont pas peur de créer les conditions de la confrontation avec les pouvoirs publics au nom d'un droit à agir et d'un devoir

d'humanité au risque d'encourir des actions en justice qu'elles vont à l'encontre de lois. C'est le cas aujourd'hui pour les lois immigrations mais ce fût le cas aussi pour les premières associations et médecins du planning familial qui ont le pris le risque de pratiquer l'avortement avant la loi Veil. Ici, les soignants ont estimé qu'un certain nombre de jeunes femmes ont des grossesses non désirées, parfois dans des conditions dramatiques, et malgré que la loi, ils devaient franchirent cette barrière pour pratiquer certains actes au nom d'une déontologie universelle et humaniste. C'est exactement les mêmes logiques.

Le cas de SOS Méditerranée illustre aussi cette culture. Sans prise de position sur les questions migratoires, des marins et des soignants constatent des personnes exposées à un risque de naufrage et donc risque à leur vie lors de leur traversée. Au nom d'un principe d'humanité universelle, nous nous devons de porter secours soit comme marin, soit comme soignants aux embarcations en périls que nous croisons

sur notre chemin. Ces positions et cette liberté d'association provoque aussi des réticences d'élus locaux, nationaux ou d'autres citoyens quand bien même elles se fondent sur des principes fondamentaux d'humanité.

Le modèle scandinave, quant à lui, suit d'autres logiques. Il y a une forme de coopération main dans la main entre les grands dirigeants des ONG et le Ministère des Affaires étrangères au sens noble bien évidemment sans une quelconque once de négatif. C'est l'histoire politique, la culture, la sociologie politique qui explique cette façon de faire.

---

### **Vous dressez également le constat que le modèle de financement de l'humanitaire est à revoir...**

Oui. L'enveloppe annuelle, disponible pour répondre aux multiples crises humanitaires qui secouent la planète, est constituée de fonds gouvernementaux et de financements liés à la générosité de donateurs individuels.

Ces dons provenant des États restent largement prédominants, et proviennent d'un nombre restreint de pays et repose uniquement sur le principe de contributions volontaires.

En 2019, les États de l'Union européenne ont contribué à hauteur de 47% du volume annuel de l'aide humanitaire mondiale, en recul, depuis l'année d'avant, de 9%. Les principaux donateurs ont été les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne, la Grande-Bretagne, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite. Ces deux derniers pays ont d'ailleurs largement augmenté leurs contributions depuis les dernières années notamment pour aider à la résolution de conflits dans leur voisinage comme au Yémen. La France est 12e en valeur absolue.

”

***Sortir d'un système de financement volontaire, concentré sur un nombre très restreint de pays est désormais une priorité pour contourner ces obstacles.***

En réalité, les financements de l'aide humanitaire sont l'apanage d'une petite vingtaine d'États voire d'une simple dizaine qui sont principalement des pays occidentaux... Comment empêcher un certain nombre d'observateurs politiques, animés ou non de bonnes intentions, de se dire que certains mouvements humanitaires ne participent pas à une forme de soft power de ces pays ? Il y a par exemple énormément de moyens humanitaires mis en place au Nigéria. Ce pays est pourtant un poids lourd démographique et économique, c'est aussi une puissance pétrolière et un pays important pour la « sécurisation » du Sahel. La question qui se pose dès lors c'est : Est-ce que les fonds alloués à la coopération ont toute leur place ? Sans arrière-pensées et correspondent-ils aux principes du droit international humanitaire ?

Dans ce cas-là on peut comprendre que les observateurs politiques qui émettent les hypothèses que les financements de coopération ne sont pas neutres de la part des grandes puissances occidentales. Je prends l'exemple du Nigéria, mais c'est aussi le même cas à Haïti qui n'en finit pas de sombrer dans la misère, le cas également pour la République Démocratique du Congo... Cela pose des questions d'éthique et d'équité, en filigrane c'est montrer que les États considèrent que toutes les crises n'ont pas la même valeur.

---

Photo :  
Mat Napo /  
Unsplash





***Qu'en est-il aujourd'hui des ambitions initiales ? De la volonté fondatrice, portée par des citoyens engagés, de pouvoir porter secours en toutes circonstances ? en toute indépendance ? Cette capacité de déploiement est-elle universelle ? Intangible ? Poser ces questions établit l'idée que le doute existe, que les réponses ne vont pas de soi.***

Il faut donc repenser le système. En fait le financement de l'aide internationale humanitaire rencontre trois inconvénients majeurs aujourd'hui : Il n'arrive pas à réunir les sommes nécessaires pour couvrir les besoins identifiés chaque année par le Bureau de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires ; il expose l'aide humanitaire à différentes formes de limitation ou de subordination à la volonté politique des quelques pays qui dominent largement, via leurs contributions volontaires, l'enveloppe annuelle ; Il transfère aux principales ONG internationales les responsabilités de trouver des financements complémentaires à ceux des États. Il entraîne, dès lors, ces ONG vers des formes de marchandisation de leur mission, vers une quête incessante de performance pour réduire leurs frais de fonctionnement, et vers une dépendance à l'égard de la générosité – de leurs donateurs individuels. Sortir d'un système de financement volontaire, concentré sur un nombre très restreint de pays est désormais une priorité pour contourner ces obstacles. Le conflit en Ukraine le rappelle très bien d'ailleurs. Il y a une nécessité évidente de venir en aide aux populations mais cela détourne les regards des crises majeures ayant toujours lieu au Yémen ou en Haïti.

***Vous dites que les rapports de force mondiaux évoluent, que la***



***perception de l'Occident évolue également et que l'immunité humanitaire ne va plus de soi.***

Le CICR a près de 150 ans, l'ONU 75 et les principales ONG humanitaires françaises ont entre 40 et 50 ans d'existence, quand leurs collègues britanniques, également très actives (Care, Oxfam, Save the Children...), ont été créées entre la Première et la Seconde Guerre Mondiale. Qu'en est-il aujourd'hui des ambitions initiales ? De la volonté fondatrice, portée par des citoyens engagés, de pouvoir porter secours en toutes circonstances ? en toute indépendance ? Cette capacité de déploiement est-elle universelle ? Intangible ? Poser ces questions établit l'idée que le doute existe, que les réponses ne vont pas de soi.

Aujourd'hui, même si la valorisation reste forte, la perception de l'aventure humanitaire, et de ceux qui l'incarnent, ne se résume plus à une équation forcément positive. Les spectateurs de l'aventure humanitaire sont multiples : les populations confrontées à une crise, les responsables politiques, les combattants qui s'affrontent, les donateurs... Tous, différemment, observent et se questionnent.

Par exemple, les populations sur place ne font pas ou plus forcément la différence entre les armées issues d'un pays extérieur et les équipes humanitaires et c'est tout

à fait compréhensible. Ils voient des ONG qui travaillent dans un pays où il existe une coalition internationale, et parfois travaille aussi avec l'armée. Dès lors les frontières s'estompent. C'est le cas en Afghanistan par exemple où parfois l'humanitaire est là pour « gagner les cœurs » des populations locales pour reprendre l'expression de l'armée britannique pendant la guerre de Malaisie lors de leur indépendance.

Et puis il y a des populations qui font très bien la différence mais qui considèrent que cette différence est masquée. Que tout cela participe à une même logique avec une certaine suspicion à l'encontre des humanitaires.

Le contexte a résolument changé pour la sécurité des équipes. Je pense que l'une des nouvelles donnes de la violence sur le terrain à l'égard de l'humanitaire est d'ailleurs le narcotrafic. Vous avez beau être humanitaire si, en Colombie ou au Mexique, vous vous trouvez au mauvais endroit au mauvais moment et que vous êtes ainsi témoins de choses, votre immunité d'humanitaire n'existe plus et tout cela sans état d'âme.

Il faut que nous en prenions acte et que l'on recherche des stratégies pour sortir de cet étau qui contraint de plus en plus les différentes familles des ONG internationales. Je peux reprendre ici une phrase de Régis Debray : Que peuvent les réalités contre les représentations ?



## Quels sont les autres obstacles qui se présentent face aux logiques de solidarité aujourd'hui ?

Tout dépend le cadre dans lequel on se pose cette question. Les réponses sont différentes d'un territoire à un autre.

Comme je l'ai dit précédemment, la conflictualité d'aujourd'hui efface les frontières habituelles entre les forces dites régulières. Le terrorisme est une forme de conflictualité où les frontières sont poreuses avec la société civile. On n'identifie plus un belligérant par son uniforme. Le contexte d'intervention devient dès lors plus complexe.

Je dis complexe car les puissances occidentales notamment, sont prêtes à aider les populations civiles par conviction tout en sachant que c'est peut-être donner des moyens financiers à des personnes au sein des populations qui peuvent être des acteurs terroristes ou favoriser des groupes terroristes. On comprend dès lors que ces grandes puissances sont très attentives sur cette question, d'autant que l'aide directe passe le plus souvent par des flux financiers. Ceci d'ailleurs évite toutes les problématiques liées à la logistique, aux transports ou encore au stockage même si cela conserve malheureusement un risque de détournement au profit d'acteurs de la violence.

Le compromis trouvé est de passer au tamis, par des logiciels spéciaux, l'ensemble des équipes et dirigeants d'ONG mais aussi nos fournisseurs pour éviter de financer, de manière indirecte, une personne ou une structure identifiée comme acteur de la violence. Ce raisonnement tend à aller plus loin et à englober les familles des bénéficiaires des actions. Une partie de l'Agence Française de Développement défend cette idée par exemple et les ONG y résistent absolument.

Photo :  
Mat Napo / Unsplash



Cette idée résulte notamment des menaces de sanctions américaines. Les conséquences seraient catastrophiques sur une banque française ou un organisme public venait à financer, indirectement évidemment, une quelconque forme de terrorisme. De même, si demain il devenait de notoriété publique que les ONG scannent les populations qu'elles aident, elles apparaîtraient dès lors comme des acteurs qui aident des armées nationales ou internationales. Nous encourrions dès lors des risques majeurs pour la sécurité de nos équipes et bien sûr, cela engendrerait aussi une sorte de paralysie de l'action à tous les niveaux.

Non, un tel consensus ne doit pas être recherché à n'importe quel prix. Il faut à la fois négocier pour maintenir la paix, préserver la capacité d'agir pour porter secours, dénoncer les responsabilités de ceux qui s'opposent à l'acheminement de l'aide, et se donner les moyens de condamner les responsables de crimes de guerre. Face à ces écueils, la constellation humanitaire, au-delà de l'extrême diversité des organisations qui la composent, réaffirme en permanence ses postures fondamentales d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

**Face à ces écueils, la constellation humanitaire, [...] réaffirme en permanence ses postures fondamentales d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.**

**”  
[...] la conflictualité d'aujourd'hui efface les frontières habituelles entre les forces dites régulières. Le terrorisme est une forme de conflictualité où les frontières sont poreuses avec la société civile. On n'identifie plus un belligérant par son uniforme. Le contexte d'intervention devient dès lors plus complexe.**



DOSSIER

# ACCOMPAGNER L'ACTION SOLIDAIRE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUPRÈS DES TERRITOIRES EN CRISE

**Simoné Giovetti**  
> Cités Unies France

Simoné Giovetti est chef du service international, Europe, crises à Cités Unies France

Depuis 2003, Cités Unies France coordonne l'action solidaire des collectivités territoriales françaises auprès de leurs homologues affectés par une crise sur leur territoire, avec la création de fonds de solidarité et de programmes d'aide à la reconstruction. En moyenne, 1 à 3 fonds sont déployés chaque année, représentant plus de 3 millions d'euros de contributions financières des petites et moyennes collectivités mais également des grandes villes, métropoles, conseils départementaux et régionaux, depuis l'existence de ces fonds d'urgence.

**Dans quel  
contexte les fonds de**

**solidarité sont déclenchés ?**

Nous sommes partis du constat que les collectivités territoriales françaises qui œuvraient à l'international, pouvaient avoir vocation à apporter leur aide lorsque certains territoires étaient touchés par une catastrophe soudaine. A partir de là, nous avons travaillé sur le rôle des collectivités en contexte de crise.

Il existe un double volet : en France, l'envie d'aider, de faire de l'action internationale lors de situations de crises, et pour les collectivités locales étrangères, l'importance de mener des actions pour venir en aide à leur population. Il ne faut pas les oublier, ce sont d'abord elles qui peuvent répondre, qui restent

”

**Dans tous les cas, même si on est sur des crises soudaines, l'objectif est vraiment de penser à la suite.**

après la catastrophe. Ainsi, il est essentiel d'appuyer les initiatives locales pour garantir une continuité entre le moment déclencheur de la crise et la reconstruction, la réhabilitation. Si les collectivités locales ne sont pas suffisamment soutenues ou si elles sont écartées du processus, c'est le territoire entier qui va en être affecté.

Le soutien que l'on apporte s'adapte à une temporalité qui n'est pas celle de la première urgence, ni celle du développement. C'est un entre-deux qui commence au moment de l'évènement soudain, avec la sollicitation de l'ouverture d'un fonds de solidarité spécifique par nos membres et leurs partenaires.

Dans des pays comme la Palestine qui connaît une crise de longue durée, le Liban avec une crise multiple ou encore le Mali où les partenariats sont en stand-by en raison de la situation diplomatique, on va devoir intervenir différemment. C'est toute la réflexion que l'on mène actuellement à l'égard de ces pays-là et qui fera l'objet d'un atelier lors des prochaines rencontres CUF, qui auront lieu fin septembre.

**Si l'on prend l'exemple de l'Ukraine, on est à la fois dans le scénario d'une crise soudaine mais qui devrait malheureusement durer. Qu'en est-il alors du fond de solidarité qui s'est mis en place, pour un temps limité, peu après le début de la guerre ?**

Dans tous les cas, même si on est sur des crises soudaines, l'objectif est vraiment de penser à la suite. Après, la critique que l'on s'auto-administre c'est que, dans l'urgence de la situation, il peut nous arriver de ne pas suffisamment penser au long terme parce que l'on a besoin d'être rapide. Le risque étant de développer des outils d'aide qui ne sont pas adaptés et durables. Comme nos programmes durent en moyenne deux ans, il y a quand même de la marge pour explorer la possibilité d'ouvrir de nouvelles coopérations décentralisées. C'est ce qui s'est passé avec le Liban. A la



clôture du fonds de solidarité, certaines collectivités donatrices ont souhaité s'appuyer sur les réussites du fonds, leurs apprentissages et la construction de relations partenariales, pour mettre en place un programme concerté. C'est une suite possible.

**Pour légitimer et faciliter l'action internationale des collectivités en contexte de crise, CUF mène-t-elle un plaidoyer ?**

Tout à fait et d'ailleurs nous avons commencé par ça, que ce soit au niveau de la France ou à l'échelle internationale au sein de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). Le plaidoyer s'adresse aux Nations Unies et aux grands opérateurs de l'aide.

CUF pilote également un groupe de travail mondial avec une conférence qui a eu lieu chaque année à Genève durant laquelle nous invitons les acteurs humanitaires et les collectivités à dialoguer ensemble dans le but de rapprocher ces deux mondes, pour mieux travailler ensemble. Nous aimerions également que les bailleurs s'y intéressent pour qu'ils puissent nous appuyer au moment de la crise et non pas après. C'est dès le départ qu'il faut intervenir parce que c'est à ce moment-là que les fragilités émergent.

**Pouvez-vous nous parler du label « territoires unis et solidaires face aux crises » ?**

C'est une initiative que nous avons créée dans l'idée de valoriser l'action des collectivités françaises. C'est une forme de reconnaissance mais c'est également une manière de mettre l'accent sur le fonds de solidarité qui peut être complémentaire à d'autres types d'aide. En effet, les collectivités qui interviennent sur les fonds de solidarité ont un potentiel technique énorme, que ce soit en termes de réhabilitation urbaine, de prévention des risques, d'accompagnement au renforcement des capacités des autorités locales, etc. mais la difficulté est bien souvent de réussir à mobiliser des ressources humaines. L'idée avec le label est notamment de dire qu'il est possible de faire de l'action internationale, l'espace du fonds de solidarité, qu'il n'y a pas forcément d'obligation à signer un accord de coopération. Ça peut être un premier pas.

Le label permet aussi un retour sur le territoire. Il serait dommage que le mouvement solidaire d'une collectivité se réduise à une donation. En les nommant ambassadrices de la solidarité, elles peuvent informer et sensibiliser les acteurs associatifs, les citoyens ainsi que les élus de leur territoire.



## DOSSIER

# LE RÉSEAU KARIB HORIZON ET SES SPÉCIFICITÉS

> Karib Horizons, réseau régional multi-acteurs des Caraïbes

Photo :  
La CIRRM, le RRMA PDLCI, le CORECA et l'Association des Maires de Guadeloupe réunis par Karib horizon en marge de la Conférence de la Coopération Régionale des Antilles Guyane 2023 en Guadeloupe.

Ci contre : Affiche du café débat Oddis Sea Café sur la gestion de l'eau et l'assainissement

« Agis en ton lieu, pense avec le monde! » cette invitation d'Edouard GLISSANT est au cœur de l'action de Karib Horizon.

La Mer des Caraïbes est un lien géographique entre les différents Territoires et États caribéens mais elle fut historiquement perçue et/ou décrite comme une barrière entre ces mêmes Territoires et États particulièrement pour les Collectivités Françaises d'Amérique.

### **Karib Horizon, un RRMA à part entière**

Karib Horizon est le premier, et jusqu'à maintenant, le seul RRMA des Outre-mer. Cette identité influence la nature et les objectifs des projets de coopération qu'il valorise et accompagne : majori-

tairement transfrontaliers. Pour Dominique Hubert, Vice-présidente du CORECA, « Karib Horizon est le fruit d'un constat. Celui de la multiplicité d'expérience et malgré tout de l'isolement des nombreux acteurs de la coopération. »

Les spécificités de Karib Horizon correspondent à celles de l'archipel guadeloupéen qui est à la fois Européen et Caribéen, Région/Département français d'outre-mer et membre associé d'organisation internationale telles que l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et de l'Organisation des État de la Caraïbe Orientale (OECO). Dès l'origine, cette appartenance multiple a conduit à privilégier la caraïbe comme espace de coopération de sorte que cette coopération territoriale soit d'abord transfrontalière.



En cela, l'action de Karib Horizon diffère de celle des autres RRMA – dont les actions de coopération ne se constituent pas, de prime abord, à partir de leur bassin régional d'appartenance. Cela dit, le RRMA de Guadeloupe partage les objectifs communs à la CIRMA et s'appuie sur les dispositifs nationaux de coopération territoriale pour promouvoir l'ECSI et l'AECT en son lieu. Karib Horizon anime un espace d'échanges et de mise en réseau des acteurs CSI de Guadeloupe et de la Caraïbe. Il accompagne les porteurs de projets de coopération et de solidarité internationales et favorise la mise en cohérence des initiatives sur le territoire. Ce travail peut se résumer comme suit :

- Identifier, Recenser , Mettre en réseau les différents acteurs de la coopération régionale
- Informer et Orienter les membres (et futurs membres) sur l'ECSI, l'AECT
- Accompagner et former les membres du réseau sur les dispositifs permettant de soutenir leurs actions (AAP MEAE, AFD...)

Karib Horizon encourage l'action extérieures des collectivités territoriales (AECT) en allant à leur rencontre afin de les informer et de les accompagner. Le Réseau concentre son plaidoyer en direction des communes et communautés d'ag-

glomération qui ont peu ou pas d'actions extérieures notamment afin de valoriser la coopération régionale comme outil de développement et d'attractivité pour ces collectivités territoriales. L'objectif est de lutter contre les idées reçues et contre-coups négatifs associées à la coopération comme étant politiquement risquée et impopulaire, très coûteux pour les CT et difficile à mettre en œuvre.

Informier et sensibiliser au sein des CT française de la zone est primordiale face au défi global que représente depuis longtemps le changement climatique pour le bassin régional caribéen. La coopération est un outil indispensable face au changement climatique.

### **Au centre de la coopération caribéenne : l'urgence de la crise environnementale**

En Guadeloupe et dans la Caraïbe, la crise environnementale recoupe l'urgence. C'est une réalité pour les habitants de ces territoires marqués par la périodicité de catastrophe naturelle : séisme, sécheresse, invasion de sargasses, cyclone... Ces deux derniers étant influencé par le changement climatique. Le Cyclone FIONA, qui a durement touché le sud Basse-Terre en Guadeloupe et plusieurs îles de la Caraïbe en septembre 2022 est un symbole des effets du changement climatique et rappelle l'urgence d'un renforcement de la résilience et de la promotion d'un développement durable de ces territoires.

La protection de l'environnement régional notamment par l'amélioration de la gestion des déchets plastiques ou encore de la gestion de l'eau et de l'assainissement relèvent de l'action local et peut s'appuyer sur la coopération territoriale. C'est sous cet angle que Karib Horizon a intégré le programme Récital ODD. Le RRMA soutient les initiatives citoyennes en matière d'éducation au développement durable conformément aux enjeux propres à la région.

Pour Karib Horizon, il est important d'accompagner l'engagement à l'internationalisation des de la société civile et des collectivités territoriales de proximité. L'international ne doit pas être envisagé comme une thématique à part mais comme un outil à intégrer dans une démarche globale sur des thématiques comme l'eau, le développement durable, le sport, la culture. La coopération territoriale est un outil pour répondre aux défis propres aux territoires et non une fin en soi. Dans une région géographiquement homogène, où les risques climatiques majeurs sont à peu près similaires, le partage d'expertise locale peut donner lieu à une amélioration de

la résilience des territoires. Ainsi, nous pourrions voir émerger une régionalisation de la sécurité civile liée à la résilience climatique et environnementale par la mise en place de politique publique de type régionaliste.

Au sein des CT majeures, la coopération territoriale est un outil clef de réponse aux effets du changement climatique notamment via Interreg-Caraïbes dont la région Guadeloupe détient l'autorité de gestion :

Projet Interreg TEC (Transition Énergétique dans la Caraïbe), CARICOAST (Prévention des risques côtiers en lien avec le changement climatique) SARG'COOP (Coopération pour la lutte contre les Sargasses).

Le renforcement de la résilience des territoires du bassin caribéen et de leurs citoyens face aux risques climatiques, géologiques majeurs (les séismes, les cyclones, la sécheresse etc) passent par le renforcement de la coopération territoriale.



***Le renforcement de la résilience des territoires du bassin caribéen et de leurs citoyens face aux risques climatiques, géologiques majeurs (les séismes, les cyclones, la sécheresse etc) passent par le renforcement de la coopération territoriale.***



## Appui, accompagnement et financement

De nombreux acteurs interviennent au cours des projets de solidarité internationale pour encourager ces liens de coopération. Il peut s'agir d'un appui technique, d'un accompagnement, de formation pour permettre aux acteurs de monter en compétences ou encore du financement des projets : tous ces acteurs, par leur appui, contribuent à la pérennisation des liens de solidarité entre les territoires.



## Acteurs de la mobilité

Des associations et réseaux de soutien, d'accompagnement et de promotion pour les initiatives de mobilité des jeunes se sont développées et appuient la mobilité internationale des jeunes : engagement citoyen, études, travail, voyage. D'autres structures interviennent plus largement pour la promotion des projets de solidarité internationale des jeunes.



## Mobilisations citoyennes

### > ECSI

L'Éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI) est une démarche éducative qui vise à sensibiliser aux interdépendances produites par la mondialisation, à améliorer sa compréhension du monde et à développer sa capacité à agir pour construire une société plus juste et durable.

### > Mouvements sociaux

Les mouvements sociaux permettent de mettre à l'agenda des enjeux internationaux. Ils s'engagent à travers des actions de sensibilisation, de lobbying, de plaidoyer et de mobilisation sociale pour promouvoir leurs causes.

- En 2021, 10 091 acteurs de la SI sont recensés dont 6 576 associations (dont OSIM, ONG locales, collectifs...) contre 1 992 collectivités territoriales et organismes publics (source : état des lieux RRMA sur les acteurs de la CSI)
- En 2019, 60 000 associations « humanitaire, social et santé » recensées (source : coordination sud)



# DÉFINIR LE CONTEXTE



## Solidarité et développement

### > Instances intergouvernementales et ONGI

Les Etats, les organisations internationales et les ONG internationales sont bien souvent les acteurs que l'on se représente lorsque l'on parle de coopération internationale. Ce sont des acteurs majeurs de la coopération au développement et à l'aide d'urgence.

### > Action Extérieure des Collectivités Territoriales (AECT)

Les partenariats entre les collectivités territoriales française et étrangères permettent le partage de compétences et de ressources. Elle apporte des réponses à des défis plus globaux, appuie le développement local ici et là-bas, et stimule les échanges internationaux et la cohésion.

-> Environ 5000 collectivités actives en France (source: AFD)

### > Acteurs associatifs et porteurs de micro-projets

Les petites et moyennes associations ont également leur rôle à jouer dans la coopération internationale. Par leurs actions, elles permettent de développer des initiatives de solidarité internationale tout en renforçant les dynamiques locales.





ANALYSE

Visuel :  
Photo de Salah  
Darwish sur  
Unsplash

# L'ÉVOLUTION DE LA PLACE DES ACTEURS LOCAUX DANS LA RÉPONSE AUX CRISES

**Le groupe URD (Urgence Réhabilitation Développement) est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.**

Depuis toujours, les individus touchés par une crise se mobilisent pour venir en aide à leurs voisins, à leurs proches, et n'attendent pas les secours de façon passive. Mais très souvent cette première phase de la réponse est peu documentée puisque les médias et chercheurs ne sont en général pas présents à l'épicentre des catastrophes, et que l'urgence est aux secours et non à l'investigation. Puis les acteurs de la société civile locale, les ONG locales et nationales se mobilisent, en parallèle des professionnels qui déploient des moyens - souvent importants - à travers l'application de protocoles d'action tournés vers l'efficacité immédiate. Dans ces contextes, les municipalités jouent un rôle pivot

et central dans la coordination des secours et des acteurs du territoire. Pourtant, ce rôle est peu reconnu au niveau national et international, et les budgets de l'aide internationale dédiés aux municipalités ou aux autres acteurs locaux lors des crises sont très faibles. Malgré les engagements pris en 2016 lors du Sommet Mondial de l'Humanitaire de mieux reconnaître le rôle des acteurs locaux et de leur dédier 25% des financements de l'aide internationale, les changements sont bien loin d'être atteints<sup>1</sup>.

L'aide au développement pour sa part - dont les fondements conceptuels sont issus en partie des guerres de décolonisation - a pourtant comme principe de base l'appui aux acteurs locaux et la subsidiarité. Mais ces

principes ne s'appliquent plus dès lors que la situation bascule dans la crise. Puisque l'État peut être la source des crises (tensions politiques, conflit armé, etc.), il est alors admis que d'autres principes s'appliquent comme l'impartialité, la neutralité de l'aide, et que l'aide soit canalisée par des acteurs extérieurs. Le système de l'aide humanitaire qui se met en place dans les situations de crise déroge ainsi depuis sa création au principe de subsidiarité. Dans d'autres contextes, comme dans certains pays d'Asie du Sud-Est, les acteurs humanitaires internationaux ne sont plus nécessaires car la réponse nationale est organisée et les capacités de réponse aux désastres consolidées. Enfin, dans certaines situations, comme dans plusieurs pays au Sahel,

les acteurs internationaux ne sont plus les bienvenus et l'aide internationale est devenue un enjeu politique.

Dans la plupart des situations de crise, on assiste donc à la mobilisation croissante des acteurs locaux dans leur diversité, qu'ils soient acteurs publics au niveau central et décentralisé, acteurs privés, de la société civile plus ou moins institutionnalisés, la diaspora, les entreprises, etc. Cette montée en puissance est d'autant plus importante que l'accès devient de plus en plus difficile pour les acteurs internationaux.

Pour exemple, au Myanmar « Les organisations non gouvernementales et internationales classiques sont bloquées face à l'impossibilité d'agir dans les zones de conflits armés où les besoins sont immenses. (...) la diaspora – grâce à ses réseaux – permet de faire des liens entre le terrain et les organisations internationales. Elle peut aider à trouver des groupes locaux appropriés en fonction des missions des organisations internationales, mais aussi à participer à la définition des projets afin de s'assurer qu'ils répondent aux besoins locaux tout en respectant au mieux les règles demandées par les organisations internationales. Enfin, la diaspora peut aider à trouver des solutions pour les transferts de fonds »<sup>2</sup>.

Au Soudan « À la mi-avril [2023], alors que les chefs militaires soudanais entraînaient une nation entière dans le chaos, la mort et la destruction, une autre facette du Soudan et des Soudanais est apparue pour ceux qui étaient prêts à regarder au-delà des gros titres. Au milieu de la couverture médiatique et sociale des combats, des tueries et des déplacements de population, on a pu voir les efforts déployés par des Soudanais « ordinaires » pour s'aider eux-mêmes et aider ceux qui sont à leur portée. En revanche, au même moment, l'aide humanitaire traditionnelle s'est quasiment arrêtée »<sup>3</sup>.

Ces formes de réponses locales sont plurielles, mêlant acteurs des secours et organisations de la société civile plus ou moins organisées. En effet, bien souvent, les populations exposées, non préparées ni formées

à vivre ces ruptures, s'entraident et s'auto-organisent dans la crise par des processus spontanés, endogènes et informels. L'exemple du COVID a marqué les esprits en mettant en lumière le potentiel d'organisation des citoyens et des acteurs locaux face à une situation pourtant inédite. Ces mêmes dynamiques sont régulièrement observées dans les contextes de crise et ont été étudiées lors des évaluations du Groupe URD<sup>4</sup> ainsi que par plusieurs chercheurs en sciences sociales<sup>5</sup>.

L'enjeu réside ainsi à trouver et innover des formes de partenariats et d'interactions entre acteurs internationaux et acteurs locaux dans les crises lorsque l'aide internationale est nécessaire et attendue. De nombreux acteurs internationaux et des bailleurs de fonds de l'aide humanitaire exigent la mise en place de partenariats équitables (cf ECHO et USAID) et pour certains financent de plus en plus d'acteurs locaux en direct. Des adaptations et des expérimentations prometteuses sont ainsi déjà en cours de mise en œuvre et l'on peut en tirer d'instructifs enseignements. Des travaux permettent d'éclairer des avancées concrètes et récentes en matière de « localisation » sur une voie réformatrice qui mise sur l'évolution du système conventionnel de l'aide<sup>6</sup>.

Pourtant, le système de l'aide internationale peine à se transformer. Selon certains acteurs internationaux, le devoir d'efficacité doit primer et donner la priorité aux professionnels spécialisés dans la réponse aux crises, spécialité rarement développée sur un territoire donné. D'autres mettent en avant les principes humanitaires décrits plus haut d'impartialité et de neutralité comme essentiels et doutent de la capacité des acteurs locaux à les respecter... Mais au-delà de ces arguments, les freins au changement liés à la remise en question de leur modèle économique ou, plus profond encore, aux représentations de l'acteur humanitaire (celui qui sauve), sont certainement importants et plus difficiles à aborder. Certains auteurs et praticiens soulignent le besoin d'introspection et de décolonisation du système de l'aide<sup>7</sup>.

C'est probablement la mobilisation croissante des acteurs locaux combinée aux difficultés d'accès qui conduira les acteurs de l'aide internationale vers un rééquilibrage des rôles, des formes plus engagées de l'aide<sup>8</sup> et plus de fluidité entre l'urgence et le développement et pour qu'un tel changement systémique advienne, c'est un mouvement de l'ensemble des acteurs qui doit s'opérer.

**Véronique de Geoffroy & Valérie Léon**  
Groupe URD

En savoir plus sur  
le groupe URD :

[www.urd.org](http://www.urd.org)



<sup>1</sup> Le rapport sur l'aide humanitaire mondiale 2023 de Development Initiatives note que « le financement combiné direct et indirect aux acteurs locaux et nationaux est passé de 2,7 % de l'aide globale en 2021 à 2,1 % en 2022. Cela suggère qu'il est au niveau le plus bas depuis 2017, lorsque la mise en œuvre des engagements du Grand Bargain a commencé, et il s'agit d'une deuxième baisse consécutive d'une année sur l'autre par rapport à 2020. »

<sup>2</sup> Voir l'article Impasse humanitaire et rôle des diasporas : le cas du Myanmar - Groupe URD

<sup>3</sup> Mutual aid in Sudan: the future of aid? | Humanitarian Practice Network (odihrn.org)

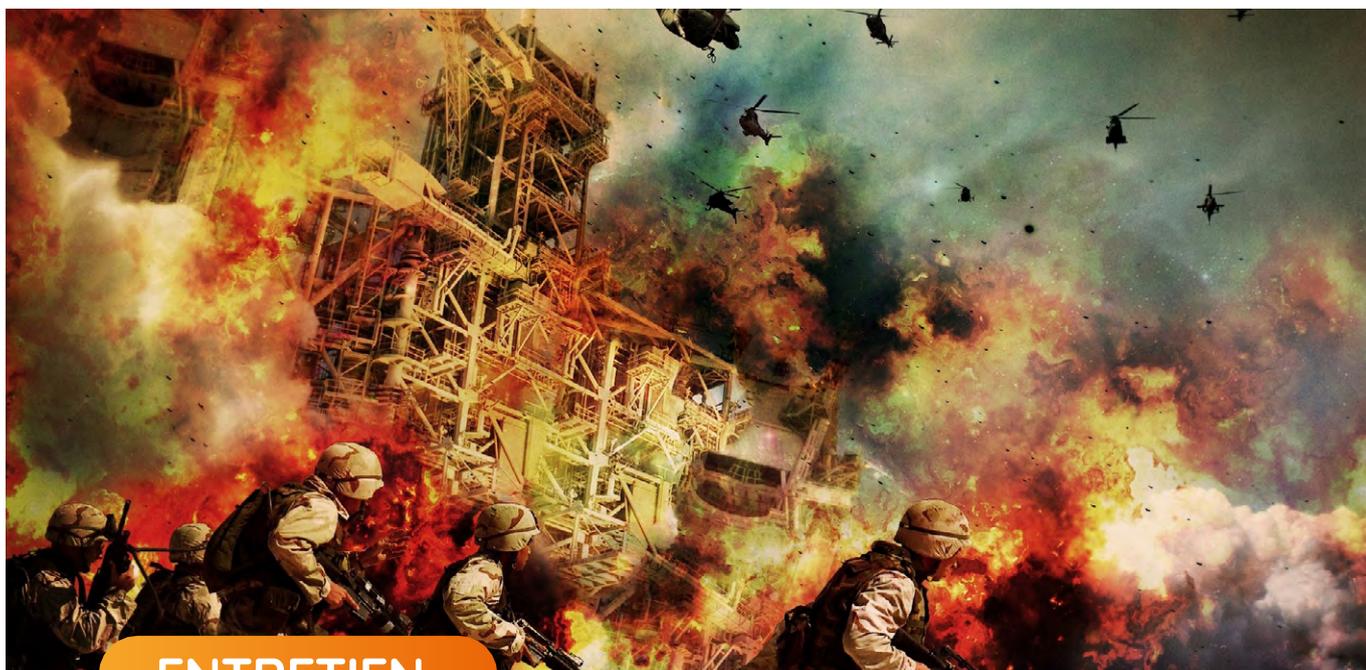
<sup>4</sup> Voir par exemple l'évaluation de la réponse suite à l'explosion du port de Beyrouth, l'évaluation de la réponse humanitaire à la guerre en Ukraine, ou encore l'évaluation de la réponse à la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes

<sup>5</sup> Voir notamment : Revet Sandrine, Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007 ; Desportes Isabelle, Craindre le politique : la réponse humanitaire aux catastrophes dites « naturelles » en Birmanie (2015), Éthiopie (2016) et au Zimbabwe (2016-2019), Cahiers d'Outre Mer, 2022 ; et Corbet Alice, Les différentes dimensions de la mémoire du séisme de 2010 en Haïti, Entre pratiques du quotidien et tentatives de mises en mémoire officielle, L'Espace Politique, 2020

<sup>6</sup> Voir notamment « Acteurs locaux et conventionnels de la solidarité internationale : quelles articulations, quelles inspirations? », Valérie Léon, Groupe URD, 2022

<sup>7</sup> Voir par exemple <https://www.chandlerfoundation.org/social-investor/shifting-sands-shifting-power> et les Universités d'automne de l'humanitaire 2024 organisées par le Groupe URD sur le thème : quels chemins vers une aide décolonisée ?

<sup>8</sup> Voir le numéro spécial de la revue Humanitaires en Mouvement d'octobre 2023 L'aide humanitaire aujourd'hui : « la fin de l'innocence politique ? » - Groupe URD



ENTRETIEN

Visuel :  
ThePixelman de  
Pixabay

# L'APPROCHE SENSIBLE CONFLIT (ASC) : COMPRENDRE ET AGIR DANS UN CONTEXTE DE TENSIONS

Dans un contexte géopolitique marqué par une montée des conflits et des tensions, les acteurs de la solidarité internationale se demandent comment continuer à coopérer efficacement. Comment adapter leurs actions à ces situations ? Comment évaluer au mieux leur impact sur le terrain ? Pascale Vincent, anthropo-juriste et chercheuse au CIEDEL, travaille depuis des années sur les questions de développement local, de droits humains et de gestion des conflits.

## Pascale Vincent

> CIEDEL

Anthropologue-juriste spécialiste de l'accompagnement du changement social, j'ai commencé à travailler au Niger sur la gestion du foncier. Au Ciedel, j'ai contribué au développement de l'offre de formation, accompagné de nombreux projets et programmes, co-dirigé plusieurs



projets de recherche appliquée et de recherche-action innovants, et publié plusieurs articles et ouvrages dans ce cadre. Depuis 10 ans, je travaille plus particulièrement sur l'innovation sociale et territoriale, le développement local inclusif et l'évaluation d'impact.

## La notion de conflit

Le conflit est entendu comme une rupture dans les relations humaines, où un lien précédemment existant à travers de la communication, de la coopération ou de l'échange, se brise en entraînant l'impossibilité de continuer à vivre ou à interagir ensemble. P. Vincent insiste sur le fait que le conflit n'est pas un état statique, mais un processus qui se développe peu à peu dans le temps. Cette rupture de relations résulte d'une opposition entre des acteurs qui peuvent être des personnes, des groupes, des institutions, qui cherchent à accéder à une ressource, à renverser un monopole ou à affirmer un droit fondamental. Au cœur de chaque conflit se trouve une question de droit – relatif à une question de pouvoir, de ressources économiques, ou au droit à être soi-même, à préserver son identité et ses valeurs culturelles. Le plus souvent, une des parties impliquées dans un conflit perçoit la situation comme une violation de son ou de ses droit(s), ou comme un manque de reconnaissance de ceux-ci ; ce sentiment rend la relation insupportable et précipite la rupture. P. Vincent souligne l'importance de comprendre ce processus pour saisir la nature profonde des conflits.

## Comment les acteurs de la solidarité internationale doivent-ils aborder cette notion de conflit ?

P. Vincent souligne que les acteurs de la solidarité internationale doivent impérativement comprendre le contexte local avant d'intervenir. « Il faut toujours considérer qu'on est un acteur extérieur. » Cela inclut l'analyse du contexte, des relations entre les acteurs locaux, des modalités de gestion des ressources sur le territoire, et des dynamiques de pouvoir et de prise de décision. Ne pas tenir compte de ces éléments peut aggraver des conflits existants ou en créer de nouveaux. Elle insiste sur l'importance d'un diagnostic préalable pour identifier l'état des situations de tensions sur le territoire, et d'adopter une approche neutre, en travaillant avec toutes les parties impliquées « de manière à savoir se positionner et ne pas faire le jeu des uns contre les autres. » Enfin, elle rappelle que le succès d'une intervention dépend de sa pertinence par rapport aux besoins locaux et du moment choisi pour intervenir.

## Qu'est-ce que l'Approche Sensible Conflit (ASC) ?

L'Approche Sensible Conflit est une méthode initialement développée dans le domaine humanitaire. Cette méthode a été conçue pour évaluer l'impact potentiel des interventions d'urgence sur les contextes locaux et répondre à une question cruciale : « Mon intervention va-t-elle créer ou exacerber des situations de conflit ? » Bien que l'Approche Sensible Conflit ait gagné en pertinence, son application dans les secteurs de la coopération et de l'aide au développement demeure limitée, souvent portée par des initiatives individuelles au sein des structures. Cette approche invite à une réflexion plus profonde sur l'impact des décisions prises lors des interventions de développement, notamment à travers la dimension de la gouvernance locale.

Dans le contexte du développement, Il s'agit d'accompagner les processus décisionnels en prenant en compte les dynamiques potentielles de conflit que ces décisions pourraient engendrer. Une méthode qui favorise une gouvernance plus inclusive, en impliquant toutes les parties prenantes dans la prise de décision pour prévenir les conflits. Cette démarche

requiert une compréhension fine des réalités politiques, institutionnelles et sociales des territoires, rendant l'accompagnement plus complexe, et nécessitant un engagement à long terme pour assurer une organisation institutionnelle stable et harmonieuse.

Or, cette méthode, bien que cruciale, se heurte souvent aux procédures des projets imposées par les bailleurs de fonds, qui exigent des résultats rapides et précis sur du court terme. Cette rigidité limite la flexibilité nécessaire pour faciliter une véritable concertation entre les acteurs locaux, pourtant essentielle pour prévenir ou résoudre les conflits qui peuvent être issus de la décision d'engager telle ou telle action de développement. P. Vincent insiste sur la nécessité d'un accompagnement continu et sur-mesure pour appliquer et ajuster les solutions convenues, soulignant que les conflits, notamment territoriaux, ne peuvent être résolus que par une négociation approfondie et un engagement à long terme.

## Comment l'approche a-t-elle été mise en place dans le projet 3 Frontières ?

Dans le cadre du projet 3 Frontières, l'ASC a été adoptée grâce aux acteurs locaux. « Ce sont les partenaires locaux qui se sont intéressés et qui y ont vu un intérêt. » Les ONG, les organisations paysannes et les collectivités des régions concernées l'ont intégrée dans leurs stratégies. Par exemple, les producteurs et éleveurs du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont adapté cette méthode à leurs besoins spécifiques dans le travail avec leurs membres. Il faut toujours garder à l'esprit que les organisations nationales sont là pour accompagner, elles ne sont pas là pour faire à leur place, et du coup la mise en place de l'approche ne se fait que si cela intéresse les acteurs locaux.

## Quels défis lors de l'implémentation de cette approche ?

Le principal défi réside dans l'instabilité issue des conflits, qui complique considérablement la gestion des territoires pour les acteurs locaux. L'accompagnement de ces acteurs dans ce contexte est également un défi pour ceux qui les soutiennent à travers le projet. Il s'agit de les aider à mettre en œuvre les idées qu'ils développent eux-mêmes, en particulier dans les zones où la présence physique est impossible.

Le rôle des accompagnateurs est de soutenir l'émergence de ces nouvelles pratiques, de faciliter l'innovation et d'encourager l'adaptation à une réalité en constante évolution.

## Il s'agit d'un accompagnement purement technique ?

Cette notion d'accompagnement ou de structuration combine des aspects techniques et humains. D'un côté, il y a le volet technique, comme des méthodes d'animation pour objectiver des décisions, essentielles pour garantir des choix collectifs éclairés. De l'autre, l'accompagnement implique un soutien humain, qui va au-delà de la simple technique. Comme le souligne P. Vincent : « il s'agit d'être présent et disponible, d'écouter, de trouver des ressources et de ne jamais lâcher les acteurs locaux ; c'est aussi un engagement humain. »

## Comment encourager les structures de solidarité internationale à adopter cette approche ?

Pour Pascale Vincent, il est essentiel que les acteurs de la solidarité internationale développent une sensibilité aux conflits. Comprendre les mécanismes de conflit permet de mieux dialoguer, coopérer et co-construire ensemble. Les structures doivent connaître cette approche et former leurs partenaires locaux pour qu'ils puissent l'appliquer sur le terrain.

Parce que qu'est-ce que coopérer ? C'est une éthique déjà. Pour moi, c'est la logique de se mettre ensemble pour faire quelque chose, même si l'on n'est pas d'accord sur tout. C'est une logique de solidarité ; même si on n'est pas du même pays, on est sensible à une même question, à une même cause et on partage des valeurs. On est en lien avec d'autres, d'abord à travers l'écoute et le dialogue. Pour moi, la coopération n'est pas spontanée ; ça s'apprend. Je pense que c'est une question de posture. C'est pour ça que c'est important aussi que les acteurs du Nord se forment à cette question des conflits, de posture, de coopération.

Découvrir la version longue de l'entretien





## FOCUS PROJET

Visuel :  
ThePixelman de  
Pixabay

# LE TRAVAIL EN CONSORTIUM : L'EXEMPLE DU PROJET TROIS FRONTIÈRES - SAHEL

Le consortium est devenu une pratique courante dans le secteur de la solidarité internationale, qu'elle soit motivée par la création de partenariats stratégiques entre OSC (organisations de la société civile) sensibilisées à la question, ou bien par la condition sine qua non posée par des bailleurs pour financer des projets ; le consortium traduit une modalité choisie par ses membres pour répondre, entre autres, à des situations d'insécurité ou d'États fragiles. C'est justement dans ce cas de figure que s'inscrit le projet Trois Frontières. Un exemple de consortium qui nous permet d'analyser plus en détail les avantages et les défis qu'entraîne la mise en place de cette modalité de coopération en situation de crises.

”

**“Un consortium est un groupement d'acteurs, notamment d'organisations ou d'individus, résultant d'une collaboration à un projet ou programme dans le but d'obtenir un résultat. Il se traduit par une formalisation (contrat, convention, ou tout accord partagé) entre membres, des principes de collaboration et des accords de responsabilités partagées pour la co-exécution d'une action.”**

**Groupe Initiatives**

> Traverses N°49, 2021.

La région du Liptako-Gourma, où se situe le projet « Trois Frontières », est une zone particulièrement vulnérable, à cheval entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Cette région est marquée par une instabilité due à une combinaison de facteurs socio-politiques, environnementaux et économiques. Depuis plusieurs années, elle est le théâtre de violences liées à l'insécurité alimentaire, au mal-développement, à la faiblesse de la gouvernance, ou encore à la présence de groupes armés terroristes. L'effondrement des institutions étatiques a aggravé la situation, rendant difficile l'accès aux services publics de base.

Les tensions intercommunautaires exacerbent l'instabilité, et les populations locales se retrouvent prises au piège d'un cycle de violence et de pauvreté. La dégradation des conditions de vie a conduit à l'augmentation des déplacements forcés et à une dépendance accrue à l'aide humanitaire. C'est dans ce contexte difficile que le projet « Trois Frontières » intervient pour promouvoir le développement socio-économique, renforcer la cohésion sociale, et rétablir l'autorité de l'État à travers les collectivités locales, ceci afin de contribuer à un processus de stabilisation de la région. Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Centre de Crise et de Soutien (CDCS), il dispose d'un budget de 55,5 millions d'euros pour la période 2019-2024. Le projet s'inscrit dans la réponse de l'Alliance Sahel au Programme de Développement d'Urgence (PDU) du G5 Sahel – une initiative visant à lancer, en urgence, des projets à impact rapide afin de stabiliser les espaces frontaliers du G5 Sahel.

## Le projet Trois Frontières repose sur trois axes principaux :

**1.** Amélioration des Filières Agro-pastorales : l'un des piliers du projet consiste à soutenir les filières agro-pastorales, qui sont essentielles à l'économie locale. L'objectif est de maintenir et générer des emplois et des revenus durables pour les producteurs locaux, notamment les jeunes et les femmes. Les actions entreprises comprennent notamment la distribution de petits ruminants à des femmes vulnérables, l'appui à la production et à la transformation du lait, ainsi que l'équipement de sites maraîchers. Des formations techniques ont également été dispensées, mettant l'accent sur les pratiques agroécologiques et les techniques de production durable.

**2.** Appui aux Collectivités Locales et infrastructures : le projet vise également à renforcer les capacités des collectivités locales à fournir des services essentiels aux populations. Cela inclut la construction et l'équipement de salles de classe, de centres de santé, de marchés modernes, ou encore la réalisation de forages et l'aménagement de voies urbaines. Ces infrastructures sont cruciales pour apaiser les tensions locales et favoriser la cohésion sociale.

**3.** Renforcement du Dialogue Social : un autre axe-clé du projet est l'appui au dialogue entre les différentes communautés locales, afin de contribuer à l'apaisement des tensions. Cela a été réalisé par la création d'espaces de dialogue, l'organisation de débats pluri-acteurs et le soutien à des initiatives locales de cohésion sociale, telles que des émissions de radio communautaires, le soutien à des réseaux de jeunes ambassadeurs de cohésion sociale, des formations sur la gestion non violente des conflits ou encore des actions sportives intercommunautaires.

## Les acteurs du Projet

Le projet Trois Frontières est mis en œuvre par un consortium d'organisations internationales, nationales et locales, chacune apportant son expertise spécifique :

- **L'IRAM** (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement) : chef de file du consortium, l'IRAM intervient au Niger

à travers son partenaire, le Réseau d'appui aux initiatives locales (RAIL).

- **Le Gret** : présent au Burkina Faso, le Gret est opérateur direct et intervient en partenariat avec diverses associations et ONG nationales.

- **Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF)** : intervenant au Mali jusqu'en 2022, AVSF travaille avec l'ONG internationale PROMAN, et leur partenaire nationale l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP).

- **Le CIEDEL** (Centre International d'Etudes pour le Développement Local) : le Ciedel, apporte un appui transversal sur les questions transfrontalières et l'intégration de l'approche sensible aux conflits dans la mise en œuvre du projet, en collaboration avec son partenaire malien Delta C.

## Avantages du travail en Consortium

**1.** Complémentarité des compétences et des implantations : le consortium regroupe des organisations aux expertises complémentaires, permettant de couvrir une large zone géographique et d'adapter les interventions aux dynamiques locales. Cette synergie a été essentielle pour répondre aux défis complexes de la région, notamment en matière de sécurité et de développement socio-économique.

**2.** Efficacité et impact accru : la mutualisation des ressources financières et des savoir-faire a permis de maximiser l'impact des interventions. Le projet a pu atteindre un grand nombre de bénéficiaires et réaliser des infrastructures cruciales pour le développement local.

**3.** Adaptabilité en contexte d'insécurité : le consortium a su maintenir ses opérations malgré un contexte sécuritaire difficile, en s'appuyant sur l'ancrage local des partenaires et une approche centrée sur l'accompagnement des acteurs locaux. Les organisations paysannes nationales, par exemple, ont su adapter leurs interventions pour continuer à soutenir les communautés.

**4.** Innovation et Partage de Connaissances : le consortium a favorisé l'innovation en introduisant diverses manières d'intégrer l'approche sensible aux conflits et en développant des stratégies transversales comme celle sur le genre. Les échanges réguliers entre les membres ont enrichi les pratiques et permis une meilleure prise en compte des enjeux locaux.

## Inconvénients du Travail en Consortium

**1.** Complexité de la coordination : la gestion d'un consortium nécessite une coordination rigoureuse entre les différents membres, ce qui peut ralentir la prise de décision et compliquer la mise en œuvre des actions. Dans le projet Trois Frontières, les retards liés à la coordination ont parfois entravé l'efficacité des interventions.

**2.** Risques de divergences d'intérêts : les membres du consortium peuvent avoir des priorités divergentes, ce qui peut compliquer la mise en cohérence des actions. Par exemple, chaque opérateur ayant une expertise plus ou moins spécifique comme l'appui aux organisations agro-pastorales, l'appui à la gouvernance collectivités territoriales, la recherche-action, etc, coconstruire de nouvelles compétences communes demande du temps et des moyens dédiés.

**3.** Dépendance aux bailleurs : Le financement des consortiums repose souvent sur des subventions importantes, créant une dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds. Cette dépendance peut limiter la flexibilité du consortium et influencer les priorités opérationnelles ; par ailleurs les attentes des bailleurs de fonds peuvent parfois entrer en conflit avec les approches des partenaires locaux

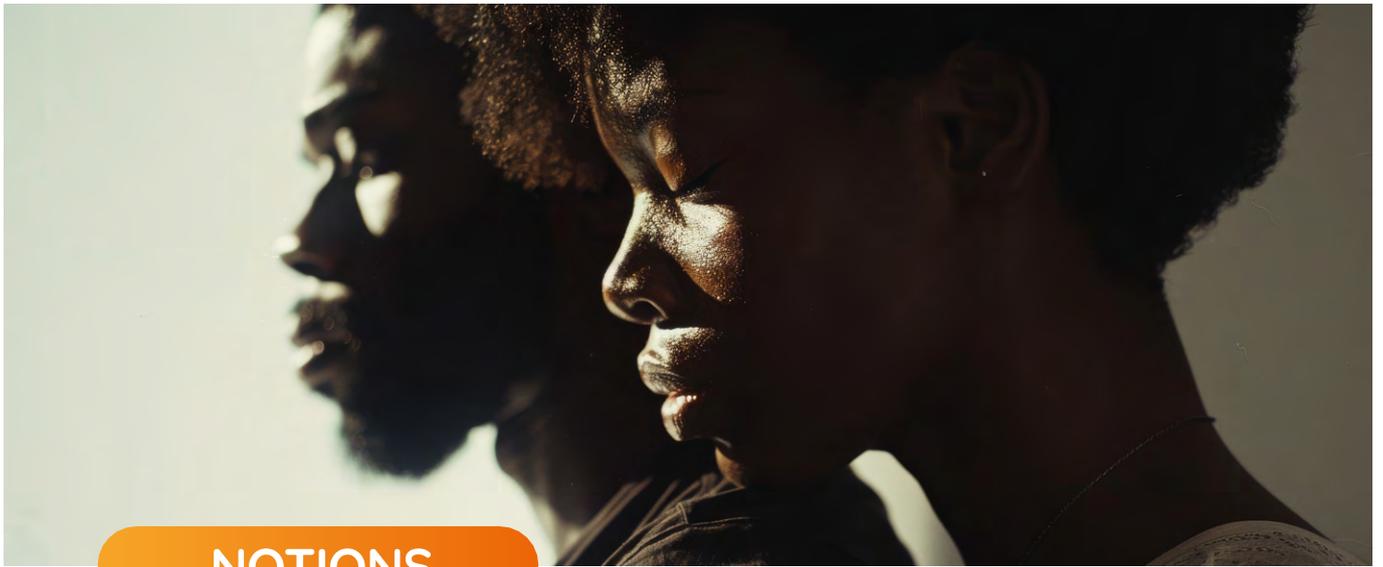
## En conclusion

Le projet Trois Frontières met en lumière l'importance cruciale des consortiums dans le domaine de la solidarité internationale. Face aux défis complexes des crises et de l'insécurité dans des régions fragiles comme le Liptako-Gourma, le travail en consortium permet de réunir des expertises complémentaires et de mutualiser les ressources pour maximiser l'impact des interventions. Cependant, il est essentiel de gérer les défis liés à la coordination et à la co-construction d'approches et de compétences communes adaptées au contexte, pour garantir l'efficacité et la cohérence des actions. Ce modèle de coopération reste un outil stratégique pour répondre aux besoins urgents de populations vulnérables.

Article co-rédigé par J.Velasquez et P.Vincent (CIEDEL)

En savoir plus sur le projet





## NOTIONS

# TRAUMATISME PSYCHOLOGIQUE ET RÉSILIENCE : USAGES ET RÉALITÉS

La crise est devenue un mot de notre monde au quotidien, de par leur multiplication et leurs interconnexions. Ainsi, le climat, les migrations, l'économie, la politique et d'autres univers sont désormais arimés à ce vocable. Un autre aspect est leur inscription dans la durée, spécifiquement dans les terrains de conflit, comme nous le rappellent le Soudan, Haïti, l'Ukraine, le Kivu et d'autres lieux sur la planète.

Les conséquences pour les populations directement affectées par des conflits ou par des catastrophes climatiques sont multiples : souffrances physiques des blessures subies, pertes matérielles et humaines, souffrances psychologiques.

”

**Deux mots sont désormais employés de manière récurrente : traumatisme pour la souffrance et résilience pour la continuité de la vie. Or, d'une part ces mots ont une signification clinique et opératoire, et d'autre part ils recouvrent des réalités souvent éloignées de leur usage courant.**

**Thierry Liscia**

> Psychologue clinicien. Psychothérapeute

Dans ce dernier registre, deux mots sont désormais employés de manière récurrente : traumatisme pour la souffrance et résilience pour la continuité de la vie. Or, d'une part ces mots ont une signification clinique et opératoire, et d'autre part ils recouvrent des réalités souvent éloignées de leur usage courant.

En termes de signification clinique, le traumatisme psychologique est défini par le Manuel diagnostique et statistique (DSM pour l'acronyme américain), de l'Association des psychiatres américains et désormais référence commune adoptée dans le monde, comme la conséquence d'un événement potentiellement traumatique. Lorsqu'elles sont subies, ces conséquences sont, selon le DSM, de 4 natures cumulatives ou non :

- (i) reviviscences, intrusions et souvenirs envahissants liés à l'événement,
- (ii) évitement de ce qui a trait de près ou de loin à l'événement,
- (iii) altérations négatives des cognitions et de l'humeur, à savoir perte d'intérêt dans certains aspects de la vie et croyances négatives exagérées, et
- (iv) altérations marquées dans l'activation et la réactivité associées à l'événement traumatique (irritabilité, hypervigilance ...).

Ces symptômes dérivent directement du mécanisme de débordement du stress à leur origine, qui se traduit par un état de stress aigu, puis, si les symptômes sont toujours présents après 30 jours, par un état qualifié de stress post-traumatique (ESPT).

Or, en terme de réalités des personnes concernées, ces symptômes ne sont qu'un reflet partiel de leur vécu. En effet, les états de stress post-traumatique sont souvent assortis de comorbidités, dont, parmi les plus courantes : les addictions, la dépression, et les pensées suicidaires. Des études de la Banque mondiale réalisées en 2004 montraient ainsi que le risque d'addiction à l'alcool et aux drogues était respectivement 2 et 3 fois plus élevé chez les personnes souffrant d'un ESPT que dans la population tout-venante. De même, pour la dépression avec un risque multiplié par 7.

Outre ces comorbidités, il y a des réalités humaines et subjectives derrière un traumatisme psychologique, qui se traduisent le plus souvent par une réaction d'effroi qui saisit le sujet, au-delà de la peur et des mots ; des vécus incommunicables qui font irruption dans le psychisme, souvent accompagnées d'émotions violentes ; une pensée déconnectée ; une rupture du lien à l'autre.

Enfin, si un mot pouvait résumer ces situations, ce pourrait être celui de perte : perte du sentiment de sécurité, perte de l'espoir et de l'initiative, perte de la dignité, perte du contrôle sur sa propre vie et sur son avenir.

Et cette perte de son humanité n'est pas dans le DSM, dont l'étiologie du traumatisme psychologique est liée à une vision physiologique de celui-ci, fondée sur un contexte occidental des sous-jacents de l'événement potentiellement traumatique, ni dans des communications, dont l'objet est surtout axé sur le caractère catastrophique de l'événement.

Face à cela, des solutions existent et la guérison est possible. Il en va ainsi des programmes de santé

mentale et de soutien psychosocial (SMSPS) mis en œuvre au plus près des populations, ou des traitements psychothérapeutiques, au premier rang desquels l'EMDR.

Parallèlement, on soulignera l'importance du lien social, primordial pour permettre aux personnes de reformuler leur propre stratégie de survie. A ce titre, les associations locales de la région Auvergne - Rhône-Alpes, et partout dans notre pays, font un remarquable travail de proximité car elles permettent aux personnes de regagner en estime de soi et de retrouver des repères : repères de leur nouvel environnement, mais aussi rétablissement du lien avec les repères laissés derrière soi (sa famille, ses amis), souvent la première étape à réaliser avant de penser à traiter des traumatismes psychologiques.

En ce sens, il faut défendre la mise en place d'une véritable santé mentale communautaire et la diffusion de l'apprentissage de l'écoute active au niveau des acteurs locaux, et le développement de la psychoéducation au niveau des personnes.

Les personnes qui subissent ces crises sont désormais toutes qualifiées de résilientes. Or, au plan opératoire, la résilience repose sur une démarche, qui a fait l'objet de nombreux travaux de recherche, et suppose un dispositif spécifique. Le fondement est la conviction que chaque personne possède d'importantes ressources qui ont besoin de se révéler pour l'aider à reformuler sa vie. Pour cela, la personne aura besoin d'être écoutée et de dialoguer, au sein d'ateliers au déroulement structuré, avec un tuteur ou une tutrice de résilience qui agira comme une figure d'attachement et de confiance, sur 3 axes - J'ai, Je peux, Je suis - et, à partir de là, pourra construire son chemin de vie. Le tuteur ou la tutrice doit donc être correctement formé pour savoir identifier les facteurs de résilience et de non-résilience, puis pour mobiliser les ressources de la personne et de la communauté autour d'elle.

Le but est donc de faire émerger une conscientisation de la capacité de résilience, et pas uniquement d'affronter une adversité.

En conclusion, les conséquences d'un traumatisme psychologique sont des réactions normales à des situations qui, elles, sont anormales, et les personnes doivent être accompagnées au plus près de leur humanité et de leur subjectivité profonde.

Si leur prise en charge psychosociale est fondée sur la résilience, elles pourront alors ancrer pour l'avenir leur capacité de résilience qui va bien au-delà de la seule résistance.

Article rédigé par Thierry Liscia.

### Le regard d'un professionnel

Dans ce numéro consacré à la notion de « crise » il nous a semblé important d'aborder la question de la santé mentale, souvent oubliée dans les projets de coopération internationale. C'est pourquoi nous avons sollicité Thierry Liscia, psychologue clinicien, spécialisé sur les questions de santé mentale en contexte de crise ayant notamment œuvré pour l'Agence Française de Développement. Dans son parcours, il a fréquenté des zones comme le Liban ou le Burkina Faso auprès des populations vulnérables et prône la prise en compte du bien-être psychologique des personnes comme enjeu incontournable des politiques de développement.

En savoir plus :  
[thlisciapsy.com](http://thlisciapsy.com)



# QUAND LA CULTURE VIENT EN SOUTIEN AUX POPULATIONS GÉNÈSE DU PROJET ART OF PEACE

Dès le début du conflit en Ukraine, de nombreuses personnes se sont mobilisées, à différentes échelles, soit pour l'accueil des réfugiés, ici en France, soit pour soutenir les populations locales, victimes de la guerre à plusieurs niveaux. Parmi ces personnes, un élu du département de l'Allier, à la fois conseiller départemental mais également maire de la commune rurale de Couzon, a choisi d'agir sur les deux fronts. Cette démarche est dans la suite logique des nombreuses années d'engagement de Christophe de Contenson avec qui nous avons pu nous entretenir sur son projet.

## Dès le début de la guerre en Ukraine, avez été mobilisé pour soutenir la population Ukrainienne, quelles formes cela a-t-il pris ?

Le Département de l'Allier a souhaité faire quelque chose dès l'attaque russe sur l'Ukraine. De par mon parcours personnel et mon rôle de conseiller départemental en charge de la coopération internationale, j'ai été sollicité par le Président du Conseil départemental afin de coordonner l'accueil des réfugiés ukrainiens sur notre territoire, en lien avec les services de la préfecture et les associations locales. L'action a été circonscrite aux compétences du Département, à savoir la facilitation administrative et l'accueil dans les collèges par exemple. Cela m'a toutefois permis de rencontrer les réfugiés et de voir dans quelle détresse psychologique ces derniers se trouvaient et leur besoin de soutien à ce niveau-là.

Par ailleurs, quand j'avais 23 ans, j'ai fait un voyage au Cambodge au moment des génocides des Khmers rouges. J'y ai vu la détresse des populations, les ravages causés ainsi que les charniers. Cela m'a profondément marqué et quand j'ai vu les images de la guerre en Ukraine, cela a fait écho à tout cela. Ayant davantage de possibilités d'agir aujourd'hui qu'à l'époque, j'ai ressenti le besoin de faire plus.

En premier lieu, dans le cadre de mon mandat de maire de Couzon, j'ai souhaité développer un jumelage avec

une commune ukrainienne et ai pris contact avec une commune des Carpates ukrainiennes dont les enjeux de territoires, notamment le cadre rural, correspondaient à ceux de ma collectivité. Je devais me rendre sur place pour les rencontrer mais quelques jours avant le départ, à cause de loi martiale, il m'a été déconseillé de m'y rendre.

## Malgré cette situation, vous avez tout de même souhaité vous rendre sur place pour agir davantage. Pourquoi ?

J'ai souhaité maintenir mon voyage, d'autant plus qu'un passage par Kyiv\* était prévu. Ayant une appétence et un parcours avec le domaine de l'art, je suivais déjà plusieurs artistes

### Christophe de Contenson

- > Conseiller départemental de l'Allier
- > Maire de Couzon
- > Autres mandats :  
Conseiller communautaire à Moulins Communauté, Président du SIVOM Eau et assainissement Nord Allier



Visuels :  
Christophe de Contenson



ukrainiens via les réseaux sociaux. Cela a fait germer l'idée d'aller à leur rencontre pour travailler sur la question de l'art en temps de guerre. J'ai emmené avec moi Félix Giraudon, documentariste, dans l'optique de rendre compte de ces rencontres.

### **Comment s'est passé votre arrivée sur place ?**

La découverte de la capitale ukrainienne a été saisissante à plusieurs niveaux. Déjà, c'est une ville magnifique, qui fait une grande place à l'art et à la culture ; cela contraste complètement avec les images de guerre et de destruction. Ensuite, c'est surtout le contact avec la population qui a été marquant.

Les ukrainiens rencontrés avaient à cœur deux choses essentielles pour eux : Ils essayent de vivre le plus normalement possible, malgré le contexte, pour ne pas donner davantage de prises aux russes sur eux à travers la terreur qu'ils essaient de semer dans la population. En second lieu, il y a une véritable volonté de soutenir l'effort de guerre en faisant tourner l'économie nationale. Cela génère une ambiance générale assez étrange.

### **Vous avez été à la rencontre des Ukrainiens, qu'en retirez-vous ?**

Les gens, devinant que nous étions étrangers, se sont montrés très touchés, mais surtout reconnaissants de voir que l'on se souciait d'eux. Au fil des échanges et des rencontres, nous avons pu nous entretenir avec tout un panel de gens, notamment des jeunes artistes et étudiants, sur leurs ressentis, leur positionnement par rapport aux russes... Cela nous a fait évoluer légèrement le projet initial. Nous avons choisi de mixer la valorisation du patrimoine culturel avec les témoignages poignants de ces jeunes, génération sacrifiée et à la fragilité psychologique palpable, déterminés à ne pas montrer de peur ou de désespoir à leurs assaillants. Nous avons quitté Kyïv avec des photos, des vidéos et la volonté d'en faire quelque chose pour agir en faveur du soutien psychologique aux populations locales.

### **Ce voyage vous a permis de dessiner les contours du projet Art of Peace. Pouvez-vous nous en dire plus ?**

Le projet est né des rencontres, ici et en Ukraine, qui nous ont montré à quel point la question de la santé mentale est importante. Cela est aussi entré en résonance avec les actions de Madame Zelenska, qui a obtenu des fonds européens afin de construire des centres médico-psychologiques pour traitement des troubles de stress post traumatique (TSPT) après la guerre.

Nous avons également choisi d'aborder cette thématique par le prisme de l'art, et de la culture, moins marqués politiquement que d'autres leviers d'actions, mais permettant au passage une meilleure connaissance et compréhension de l'autre.

Le projet s'est dessiné sur ce principe et en lien avec le projet ukrainien Art Therapy Force. L'objectif est de financer un bus à deux étages qui se rendra régulièrement à proximité des zones de guerre : un étage pour des ateliers d'art-thérapie, notamment à destination des enfants, et un autre pour accompagner psychologiquement ceux qui en ont besoin.

### **Vous avez opté pour un mode de financement original, sans solliciter de deniers publics ou de fondations.**

Nous avons choisi de financer ce projet de plusieurs façons. La publication d'un livre, fruit de notre voyage à Kyïv. « RESISTER: Art et culture en temps de guerre » a non seulement pour objectif de collecter des fonds pour le projet, de sensibiliser les gens ici en leur montrant la beauté du patrimoine de la capitale ukrainienne qu'il faut protéger, mais aussi le contraste avec les portraits des jeunes rencontrés, symbolisant l'absurdité de ce conflit.

Nous nous sommes beaucoup engagés dans la promotion de ce livre, sorti en février 2024 et dont les bénéfices seront intégralement investis dans le financement du bus. En sus, nous avons également produit un documentaire tiré de ce même



voyage ; il montre une incarnation de la guerre chez les jeunes générations et l'impact du conflit sur eux et leur perception de l'avenir.

Je suis également très mobilisé sur la sollicitation d'élus locaux, de Rotarys clubs ou encore d'entreprises pour faire connaître et diffuser ces supports mais aussi pour quérir un soutien financier.

Un certain nombre de collectivités comme la Ville de Grenoble, ou encore Vichy, ont ouvert leur porte à des initiatives en lien avec le projet. D'autres collectivités en dehors de notre région se sont également mobilisées comme le Territoire de Belfort, la Ville de Toulouse ou encore la Ville de Bordeaux.

Je suis d'ailleurs à disposition de toute collectivité qui souhaiterait projeter le documentaire et organiser un temps d'échanges autour de ce dernier !

### **D'ailleurs, le bus n'est même pas encore sur les routes ukrainiennes qu'il fait déjà des émules ?**

En effet, à l'occasion d'un récent voyage au Pakistan, j'ai rencontré des entrepreneurs locaux qui souhaitent non seulement investir dans le projet mais également lui permettre d'être répliqué dans d'autres zones de conflit, comme la Palestine.

Ce voyage a également donné naissance à un autre projet de livre...

\* «Kiev» en ukrainien. Par respect pour les populations locales, nous employons cette orthographe.

Découvrir la version longue de l'entretien et plus d'infos sur le projet





## PARTENARIAT

# COOPÉRER MALGRÉ LES CRISES : LE PARTENARIAT SAVOIE - DESSALINES

Le Département de la Savoie entretient de longue date des liens avec la Commune de Dessalines en Haïti. Au fil des années et des nombreuses crises (politiques, sanitaires, catastrophes naturelles...), les liens entre les deux collectivités n'ont jamais cessé de se renforcer grâce à un solide ancrage de la coopération impliquant largement les populations et équipes, ici et là-bas.

### Un peu d'histoire

La coopération entre le Département de Savoie et la commune de Dessalines, commune de 165 000 âmes située en Haïti, s'est amorcée il y a 35 ans, d'abord par des liens informels, puis se structurant peu à peu pour donner lieu à une convention de partenariat entre les deux collectivités, signée en 1997.

La coopération décentralisée avec Dessalines s'articule autour de 5 axes très concrets (financés avec l'appui de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères) :

- La protection civile
- La jeunesse et la citoyenneté
- Le tourisme et le patrimoine
- La gestion intégrée de la ressource en eau
- La gestion des déchets



**« La coopération de collectivité à collectivité s'est progressivement élargie à une coopération de territoire à territoire »**

**Paschaly JD Chery**

> Directeur du CAPDEL

Là où de nombreuses coopérations décentralisées ont dû être suspendues ou tout bonnement abandonnées à cause de crises (politiques, institutionnelles, sanitaires, ou encore liées à des catastrophes naturelles), les liens entre la Savoie et Dessalines se sont sans cesse réinventés, en s'adaptant aux nouveaux contextes, voire même travaillant à prévenir de nouveaux épisodes.

Pourquoi ? Parce que c'est plus particulièrement en situation de crise que les partenaires ont le plus besoin de soutien. Comment ? Grâce à un fonctionnement qui s'appuie sur les acteurs territoriaux.

### Des acteurs locaux ayant une parfaite connaissance du territoire

L'une des principales particularités de cette coopération est qu'elle fonctionne grâce à deux équipes (mais qui se considèrent comme une seule) basées en Savoie d'une part, avec PSs (Pays de Savoie solidaires), et à Dessalines d'autre part, à travers le CAPDEL (Centre d'Appui au Développement Local).

L'équipe côté CAPDEL est composée uniquement d'Haïtiens. Pourquoi ?

Parce que ce fonctionnement assure la pérennité du partenariat contrairement à une équipe d'expatriés sur place ou le recours à une ONG internationale.

En effet ces dernières viennent souvent pour des actions à durée limitée (notamment en cas d'urgence comme lors du séisme de 2010) ; elles sont par ailleurs soumises plus fortement aux conditions de sécurité. Par exemple, Médecins Sans Frontières a dû

fermer des hôpitaux dont ils ne pouvaient pas assurer la sécurité en Haïti. Cette problématique est aussi celle des expatriés qui sont rapidement rapatriés dans leurs pays d'origine en cas d'insécurité.

Ainsi c'est la double peine pour les populations locales.

La situation est beaucoup plus stable en faisant appel aux Haïtiens, qui vivent de fait sur place. Ces derniers ont également des liens privilégiés et de confiance avec les acteurs locaux, qu'ils soient institutionnels ou informels.

**Un exemple concret :** Face à l'instabilité actuelle au niveau du gouvernement central haïtien, les municipalités ne sont plus dirigées par des élus locaux, mais par des personnes nommées par le gouvernement. Leurs intérêts ne convergent donc pas nécessairement toujours avec les besoins et desideratas des populations. C'est ainsi que, grâce à la connaissance fine des institutions locales, l'équipe haïtienne a opéré un rapprochement avec d'autres interlocuteurs locaux, comme les CASEC (Conseil d'Administration de la Section Communale), qui sont au plus près des besoins des territoires, mais qui sans l'appui de la coopération avec PSs n'auraient plus les moyens d'agir. On a donc eu une évolution importante du partenariat qui « s'est élargi progressivement d'une coopération de collectivité à collectivité à une coopération de territoire à territoire. »

## Maintenir les repères

Même sans action de grande envergure, le maintien de la coopération a notamment permis de préserver des éléments de culture locale essentiels pour la population, comme la Fête de l'Empereur, contribuant à conserver un semblant de normalité dans un contexte qui n'en n'offre pas beaucoup l'occasion.

L'une des forces de cette coopération est aussi de s'intéresser à la jeunesse. C'est un véritable enjeu pour éviter tant la fuite des compétences à l'étranger que l'embrigadement dans les gangs qui gagnent chaque jour en influence sur le territoire. Ainsi les jeunes ont accès à des activités mais aussi des formations, renforçant leur engagement sur leur territoire et leur offrant des perspectives. Par exemple, des jeunes de 10/12 ans qui ont été bénéficiaires des activités peuvent ensuite se former pour en assurer la continuité (via des formations d'animateur). Un nouveau dispositif lancé cette année permet d'aller encore plus loin avec les jeunes adultes via la création d'une forme de volontariat dans les institutions locales.

En parallèle, les jeunes mobilisés sont formés à la gestion de projet par le montage d'actions autour de la citoyenneté.

Ce dispositif a été réfléchi et co-construit avec des professionnels jeunes de Savoie afin d'élaborer un programme et un fonctionnement adaptés à Haïti.

Quand la situation sécuritaire se sera améliorée, l'objectif est d'organiser des échanges physiques entre des jeunes dessaliniens et savoyards.

## Limiter l'impact des crises

Autre axe intéressant de cette coopération qui s'inscrit dans la durée : l'action locale et ciblée permet parfois de réduire considérablement l'impact des crises.

Il y a eu récemment une résurgence du choléra en Haïti.

Dans le cadre de la coopération, PSs travaille depuis des années avec les institutions sanitaires locales dans le cadre de la promotion de l'hygiène. Alors, quand il y a eu des cas de choléra sur le secteur, PSs a été sollicitée.

Il n'était clairement pas possible de créer un hôpital de campagne (pas les moyens, pas la compétence) mais par contre, sur place, les équipes étaient déjà mobilisées et un fonds d'urgence existait. Cela a permis la mise en place rapide d'équipes de prévention auprès des populations dès l'identification de cas de choléra.

Ces actions de prévention ont eu de bons résultats et ont contribué à circonscrire l'épidémie, là où les autorités locales ont parfois tardé à faire appel à de grosses ONG internationales.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans un solide ancrage local de la coopération.

Ces exemples montrent l'importance des liens entre territoires, au-delà des liens purement institutionnels et dans un souci de réciprocité, encore plus en période de crise.

Article rédigé avec la collaboration de l'équipe de PsS (R. Ferrut) et du CAPDEL (P. Chery)

**Découvrir l'article complet et l'entretien avec Paschaly JD CHERY, sur notre site :**



## Une nouvelle coopération avec le Liban

Le Département de la Savoie, fort de ses expériences avec Haïti, le Sénégal, et anciennement avec la Roumanie, a décidé en 2021 de s'engager dans une nouvelle coopération avec le Liban.

En 2022 se sont ainsi tissés des liens avec des collectivités locales libanaises. La première action concrète a été réalisée en 2023 avec la Commune de Qaa dans le domaine de l'énergie solaire, via l'équipement d'écoles en panneaux solaires et l'animation d'ateliers de sensibilisation aux écogestes. Puis le thème de l'insertion socio-économique des jeunes a été choisi pour la suite du partenariat.

Mais la guerre au Proche Orient est venue complexifier les choses, avec notamment une arrivée importante de famille déplacées à Qaa. Soucieux d'être aux côtés de son partenaire dans ce contexte de crise, le Département de la Savoie a voté cet automne une aide exceptionnelle de 15 000 € pour contribuer à cet accueil d'urgence et co-construire une action d'accompagnement psycho-social auprès de la jeunesse

► **En savoir plus sur cette coopération :** <https://paysdesavoiesolidaires.org/cooperations-solidaire-en-savoie/liban/>

## Localisation de la ville de Dessalines - Haïti



Visuels : Pays de Savoie Solidaires



PROJET

Visuel :  
Projet ORMI

# AGIR ICI ET LÀ-BAS AVEC LE PROJET ORMI

Opérateur historique de l'asile en France, l'association Forum réfugiés entend depuis plusieurs années élargir son action à l'international en contribuant, dans certains pays d'origine ou de transit de la migration, à l'accompagnement et à la défense des droits des populations, en particulier des réfugiés, déplacés et migrants. Depuis 2021, en réponse à une émigration importante de la jeunesse guinéenne vers l'Europe, le projet ORMI entend poser le cadre d'une coopération avec les acteurs impliqués sur cette problématique, entre France et en Guinée.

## L'action internationale de Forum Réfugiés

Agir à l'international est un élément fondamental de l'identité de Forum réfugiés et de son projet associatif. En intervenant le long des routes de l'exil, l'association entend mieux appréhender le contexte international touchant aux migrations et renforcer sa connaissance des parcours migratoires.

Cette action internationale se décline autour de trois axes : l'accompagnement et la défense des droits des personnes, le soutien à des organisations de la société civile oeuvrant auprès des populations vulnérables, la participation à des actions de plaidoyer international.

Forum réfugiés travaille aujourd'hui au Liban et en Guinée. Dans chacun de ces pays, son action porte sur des enjeux dont les causes et les effets nécessitent « ici et là-bas » des approches croisées entre pays d'origine ou de transit et pays d'accueil.

## Mieux appréhender la migration guinéenne, le projet ORMI

La Guinée connaît depuis une dizaine d'année une émigration significative de sa jeunesse vers l'Europe.

Le phénomène se concrétise en France par un nombre important des demandes d'asile déposées par des ressortissants guinéens ainsi que par une augmentation du nombre de Mineurs Non Accompagnés (MNA) guinéens pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). En 2023, la Guinée représentait le premier pays d'origine des MNA pris en charge par l'ASE (31,8%). Le territoire de la Métropole de Lyon, dans lequel Forum réfugiés assure une mission de mise à l'abri et d'évaluation de la minorité et de l'isolement pour les jeunes étrangers sollicitant une admission au titre de la protection à l'enfance, est particulièrement concerné par ce flux.

Interpelée dès 2020 par un tel phénomène, l'association s'est rapprochée d'une organisation partenaire en Guinée avec laquelle elle a conçu le projet ORMI qui vise à mieux comprendre les raisons de ces départs afin d'y apporter des réponses concertées entre acteurs français et guinéens.

Dans cette optique, il s'agit d'informer et d'accompagner les jeunes en Guinée en les sensibilisant aux réalités des parcours, en déconstruisant leurs représentations et leur proposant des perspectives d'insertion en Guinée comme alternative à une émigration irrégulière. En parallèle, des recherches documentaires et l'animation de cadres d'échanges pluri-acteurs entendent renforcer la connaissance du contexte guinéen par les acteurs français impliqués dans la prise en charge de jeunes migrants, dont les conseils départementaux.

### Des partenariats «ici et là-bas»

Souhaitant agir sur les causes et les effets de l'émigration des jeunes Guinéens, Forum réfugiés s'est attaché à établir des partenariats dans le pays de départ et dans le pays d'accueil. En Guinée, l'association collabore avec le Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJ-GUI), qui anime un guichet d'accueil, information, orientation dans la ville de Mamou, l'un des epicentres de l'émigration des jeunes Guinéens. En France, Forum réfugiés a animé un groupe de travail composé de plusieurs conseils départementaux et d'associations impliquées dans l'accompagnement des mineurs non accompagnés. La mise en

réseau entre acteurs guinéens et français a favorisé, grâce à un partage d'informations, une meilleure compréhension de part et d'autre des réalités guinéennes et des problématiques rencontrées dans l'accueil de jeunes migrants en France.

Ces échanges se sont notamment concrétisés par des réunions thématiques auxquelles participaient des interlocuteurs guinéens et français sur des problématiques spécifiques telles que la situation politique, économique et sociale de la Guinée, le profil des migrants guinéens, la situation des femmes, la santé mentale ou l'état civil. Une mission en Guinée d'une délégation composée de représentants de la Métropole de Lyon, du Tribunal pour enfants de Lyon et du Barreau de Lyon a également représenté un temps fort de cette dynamique partenariale. À terme, le projet souhaite renforcer les échanges de pratiques en permettant à des professionnels de chacun des pays de s'immerger à l'occasion de missions dans un dispositif d'accueil et d'accompagnement des jeunes animé par l'un des partenaires.

Article rédigé avec la collaboration de P. Verrier de Forum Réfugiés

## Au Liban, protéger et défendre l'accès au droit des réfugiés et des personnes vulnérables

Aggravé par la succession de crises auxquelles est confronté le pays depuis 2019, le besoin de protection des réfugiés syriens et personnes vulnérables au Liban est manifeste. N'étant pas partie de la convention de Genève de 1951 relative à la protection des réfugiés, l'Etat libanais ne dispose pas d'un cadre juridique adéquat. Dans ce contexte, le projet REVIV (Réfugiés, Victimes, Vulnérables) entend protéger et défendre l'accès au droit des réfugiés et personnes vulnérables. En collaboration avec le Centre Libanais pour les Droits Humains, il s'agit de faciliter leur prise en charge par une meilleure coordination entre acteurs d'encourager le processus de préparation par un accès au droit ; de contribuer aux débats publics sur la défense des droits fondamentaux réfugiés et personnes vulnérables.

► En savoir plus sur les projets internationaux de Forum réfugiés : [www.forumrefugiés.org/nos-actions/dans-le-monde/projets-internationaux](http://www.forumrefugiés.org/nos-actions/dans-le-monde/projets-internationaux)



Découvrir les fiches documentaires sur la Guinée



Visuel :  
fiches documentaires  
produites dans le cadre du  
projet ORMI

## VIE DU RÉSEAU

# 30 ANS DE COOPÉRATION EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

En 2024, RESACOOP célèbre ses 30 ans d'existence. 30 années à accompagner les acteurs de la coopération à la citoyenneté et à la solidarité internationale en Auvergne-Rhône-Alpes avec toujours les mêmes objectifs : observer et documenter les dynamiques de coopération et de solidarité



internationale sur le territoire régional à travers l'Observatoire, appuyer et former les acteurs afin de participer à la qualité des actions de coopération, sensibiliser les habitants d'Auvergne-Rhône-Alpes aux questions d'interculturalité et de compréhension des enjeux mondiaux.

Si le coeur de la mission n'a pas vraiment changé en trois décennies, ses formes ont évolué et des étapes importantes ont jalonné le parcours : implication dans des projets européens depuis les années 2010, fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes en 2017, développement progressif des liens avec les acteurs économiques, implication croissante dans des représentations nationales, et depuis 2023, coordination d'un premier projet de coopération décentralisée.

Le réseau est également de plus en plus investi dans la territorialisation de fonds, afin de soutenir les acteurs régionaux dans un contexte de réduction des subventions. Ce nouveau rôle de «bailleur» vient en complément des missions de renforcement des capacités et d'information non seulement des associations et collectivités du territoire mais des habitants de la région au sens large.

Les outils ont changé également, suivant les évolutions technologiques et l'impact de la crise COVID qui ont modifié en profondeur les façons de travailler et de coopérer, ici et avec les partenaires.

Les thématiques d'intervention se sont transformées au fil des ans, et des sujets qui paraissaient lointains il y a encore 15 ans sont aujourd'hui centraux dans tous les projets de coopération ici et là bas : changement climatiques, crises géopolitiques, questions d'égalité et d'équité. Ces grands champs d'intervention, tous interconnectés, sont matérialisés depuis 2015 à travers les 17 Objectifs de développement durable initiés par l'Organisation des Nations Unies.

D'autres changements viendront prochainement, les questions de gouvernance étant au centre des travaux réalisés depuis près de 3 ans avec les membres de notre conseil d'administration.

Malgré ces évolutions, RESACOOP a toujours à coeur de cheminer aux côtés de ceux qui font vivre la coopération et la solidarité internationale en Auvergne-Rhône-Alpes. Car le réseau, c'est avant tout ceux qui le composent !

## VIE DU RÉSEAU

# NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

En tant que groupement d'intérêt public, et de par sa nature multi-acteurs, le conseil d'administration de RESACOOP est composé de l'Etat, de collectivités territoriales, d'institutions publiques, d'associations.

### Nos membres officiels

- ▶ la Préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes,
- ▶ la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
- ▶ Agronomes et vétérinaires sans frontières,
- ▶ l'AFDI Auvergne-Rhône-Alpes,
- ▶ Annemasse agglomération,
- ▶ ADOS,
- ▶ Auvergne Solidarité Internationale,
- ▶ la Chambre des métiers et de l'artisanat Auvergne-Rhône-Alpes,
- ▶ le CIEDEL,

- ▶ le COSIM ARA,
- ▶ la Communauté de communes de Faucigny-Glières,
- ▶ Culture et développement,
- ▶ le Conseil départemental de l'Allier,
- ▶ le Conseil départemental de l'Ardèche,
- ▶ le Conseil départemental de l'Isère,
- ▶ Forum Réfugiés,
- ▶ le Groupe URD,
- ▶ Handicap international,
- ▶ les HCL,
- ▶ l'institut Bioforce,
- ▶ la Métropole de Lyon,
- ▶ Pays de Savoie solidaires,

- ▶ le SCD,
- ▶ l'UFCV de la Loire
- ▶ l'Université Clermont-Auvergne,
- ▶ l'Université Grenoble Alpes,
- ▶ la Ville de Chambéry,
- ▶ la Ville de Clermont-Ferrand,
- ▶ la Ville de Grenoble,



En savoir plus sur nos membres

## VIE DU RÉSEAU

# RESACOOOP, UNE ÉQUIPE À VOTRE SERVICE

L'équipe de RESACOOOP se compose de 9 personnes réparties sur nos sites de Lyon (le siège) et Clermont-Ferrand. Les chargés de missions interviennent sur les 5 missions socles du GIP : Observatoire, information, accompagnement, mise en réseau, et éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

### Pôle **Solidarité internationale**



Jocelyne DELARUE

- > Direction
- > Partenariats institutionnels
- > Projets mutualisés de solidarité internationale

Site de Lyon



Géraldine LE CARRET

- > Microprojets de solidarité internationale
- > Référente accompagnement

Site de Clermont-Ferrand



Julien PUISSANT

- > Chef de projet européen Mindchangers
- > Référent Coopération décentralisée

Site de Lyon

### Pôle **Jeunesse & ECSI**



Élodie CAILLE-BONNOT

- > Animation territoriale « Auvergne »
- > Observatoire

Site de Clermont-Ferrand



Mélodie CARATY

- > Animation réseaux Jeunesse
- > Cheffe de projet RECITAL

Site de Lyon



Marie-Alexia DELERUE

- > Cheffe de projet européen Connect for Global Change
- > Engagement des jeunesses

Site de Lyon

### Pôle **Administratif & financier**



Mariem SAMANE

- > Responsable administrative et financière

Site de Lyon

### Pôle **Missions transversales**



Amélie REMINIAC

- > Programme de Formation
- > Mission Observatoire
- > Référente Animation

Site de Lyon



Virginie LAJOIE

- > Mission Information
- > Référente Communication

Site de Lyon

## Nous contacter

### RESACOOOP

#### Site de Lyon

Campus UCLy - 10 place des Archives  
69288 - Lyon cedex 02  
Tel. : 04 72 77 87 67

#### Site de Clermont-Ferrand

Hôtel de Région - 59 boulevard Léon Jouhaux  
63050 - Clermont-Ferrand

Notre standard est accessible du lundi au vendredi de 10h à 12h30 et de 14h00 à 16h00.

Nos locaux sont accessibles sur rendez-vous uniquement.

Notre équipe peut-être contactée à tout moment par courriel : [information@resacoop.org](mailto:information@resacoop.org)

### NOS ADRESSES DÉDIÉES

► Demander un **accompagnement** : via le formulaire dédié sur notre site [www.resacoop.org/accompagnement-et-appui/](http://www.resacoop.org/accompagnement-et-appui/)

► A propos des **formations** ou du **dispositif «ICOM»** : [areminiac@resacoop.org](mailto:areminiac@resacoop.org)

► A propos des **projets** :

Connect for Global Change : [cfcg@resacoop.org](mailto:cfcg@resacoop.org)

RECITAL : [recitalodd@resacoop.org](mailto:recitalodd@resacoop.org)

► Pour tout souci **technique** ou en lien avec nos **services numériques** : [sos@resacoop.org](mailto:sos@resacoop.org)



## PROJETS : DEUX PROJETS SE TERMINENT, UN AUTRE COMMENCE...

Depuis plusieurs années, RESACOOOP répond à des appels à projets qui permettent de redistribuer des fonds aux acteurs du territoire auvergnat-rhônealpin. Depuis 2018 ce sont plus d'une centaine de projets qui ont été financés en région. Et ce n'est pas fini !

### Clap de fin pour Mindchangers et RECITAL ODD

Le projet européen Mindchangers et le projet AFD RECITAL-ODD phase 2 se terminent en cette fin 2024.

Leurs thématiques proches (engagement des jeunes, objectifs de développement durable, citoyenneté mondiale) ont permis d'organiser en novembre 2024 un événement de clôture conjoint.

Ce sont plus de 70 participants de toute la région (associations, collectivités et jeunes engagés dans les projets) qui ont participé à cette journée à la Maison de l'environnement de la Métropole de Lyon où les maîtres mots ont été échanges, partage et interconnaissance. Un temps plus ouvert l'après-midi leur a permis de faire découvrir leurs projets, passés et à venir !

### Lancement de Connect for Global Change

Tourné vers l'avenir, RESACOOOP l'est aussi résolument car 2024 a marqué le lancement d'un nouveau projet européen et une prolongation du projet RECITAL est très sérieusement envisagée.

Afin d'approfondir une dynamique d'irrigation des projets dans la région, le programme européen Connect for Global change, prévoit 2 appels à projets. Le premier s'est clôturé fin novembre 2024 et le second sera lancé au printemps 2025.

Retrouvez toutes les informations dans notre infographie ci-contre !

### En savoir plus Connect for Global Change...



[www.resacoop.org/connect-for-global-change/](http://www.resacoop.org/connect-for-global-change/)

### ... et sur tous les autres projets & partenariats de RESACOOOP :

[www.resacoop.org/projets-et-partenariats/](http://www.resacoop.org/projets-et-partenariats/)



### Des projets soutenus dans toute la région



**33** sur RECITAL ODD  
**30** sur Mindchangers



**+ de 850.000€**  
de financements attribués entre 2021 et 2024

# LES APPELS À PROJETS CONNECT FOR GLOBAL CHANGE

## En bref

### Des financements régionaux...



**2** appels à projets

Automne 2024

Printemps 2025



**664.000 €**  
de dotations au total



Les dotations représentent 90% du budget global des projets. Un cofinancement est donc nécessaire pour les 10% restants.



à destination des organisations de la société civile basées en Auvergne-Rhône-Alpes

### Les projets soutenus ...

un projet aux objectifs clairs



Permettre aux citoyens et citoyennes européens de se sentir concernés par les défis du développement durable et les enjeux mondiaux

Donner envie aux citoyennes et citoyens de s'investir et d'agir à leur échelle



Et comment on fait ça ?

En subventionnant des petites et moyennes organisations de la société civile pour mener des projets d'éducation à la citoyenneté mondiale et de sensibilisation !

Des thématiques fortes

Justice sociale et environnementale



Objectifs de développement durable



Avec un focus sur l'égalité femmes-hommes & la lutte contre les discriminations

### Publics visés

**Tout le monde !**

avec un + pour les projets visant les jeunes et/ou les publics plus éloignés des thématiques



### Connecter les gens en...



Impliquant les publics & bénéficiaires des actions !



tenant compte des interdépendances mondiales & en donnant la parole aux «Suds»



Le tout dans des projets créatifs & impactants !



# 30 ans de coopération et de solidarité internationale en Auvergne-Rhône-Alpes



Pour en savoir plus, rendez-vous sur le  
site de RESACOOOP !

► [www.resacoop.org](http://www.resacoop.org)



*Ça  
fonctionne  
aussi en  
scannant le  
code !*